

IMPORTATION DE VÉHICULES

De nouvelles marques débarquent en Algérie

Le marché automobile connaîtra l'introduction incessamment de nouvelles marques automobiles. Des voitures de marques françaises à l'instar de Peugeot et Renault, en plus d'autres asiatiques notamment du Japon «Suzuki» et «Toyota» marqueront leur retour sur le marché algérien dès 2024. P 3



LA 2^e ÉDITION DE «SINAA EXPO INDUSTRIES» S'OUVRE À ALGER

**L'événement phare
du secteur industriel**



La deuxième édition du Salon international pour l'Industrie en Algérie «Sinaa Expo Industries» s'est ouvert, hier mardi, au Palais des Expositions, Safex (Alger). Durant trois jours, cet événement international incontournable réunira les principales entreprises du secteur ainsi que de nouvelles entreprises offrant des solutions industrielles intégrées.

P 2

J-1 DE LA RÉUNION OPEP+
**Le Pétrole grimpe
en flèche**



Dans l'arène mouvementée des marchés pétroliers mondiaux, les cours du pétrole ont connu une montée en flèche hier, à seulement J-1 de la réunion ministérielle tant attendue de l'OPEP+. Cette hausse soudaine a captivé l'attention des observateurs du monde entier, ravivant les espoirs et les inquiétudes liés à l'avenir de cette ressource précieuse.

P 4

AFRICAN STARTUPS
CONFERENCE
**La 2^e édition sera
«exceptionnelle»**

La seconde édition de la Conférence africaine des startups (African Startups Conference- ASC) qui se tiendra du 5 au 7 décembre prochain à Alger "sera exceptionnelle", a indiqué, avant-hier à Alger, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid.

P 5

POMMES DE TERRE

**Un stock stratégique
de plus de 130.000
tonnes** P3

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

**Le Congo veut bénéficier
de l'expérience de
l'Algérie** P2

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

**La wilaya de Sétif a réalisé
220 millions de dollars
en 2022** P5

INDUSTRIE
PÉTROLIÈRE

Le Congo veut
bénéficier de
l'expérience de
l'Algérie

Le Congo est déterminé à renforcer ses relations avec l'Algérie et à bénéficier de son expérience dans le domaine de l'industrie pétrolière, a affirmé lundi à Alger le nouvel ambassadeur de la République du Congo, M. Ignace Ngakala. "Tout d'abord, j'ai transmis à Monsieur le président de la République les salutations fraternelles de son frère, le président de la République du Congo, M. Denis Sassou N'guesso", a-t-il déclaré au terme de la cérémonie de remise de ses lettres de créance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a affirmé que l'audience que lui a accordée le président de la République a été l'occasion de "passer en revue la coopération bilatérale" entre l'Algérie et le Congo et de "réaffirmer les liens historiques d'amitié et de fraternité liant les deux pays", rappelant, à ce titre, que le Congo a ouvert son ambassade à Alger dès l'année 1967. Evoquant la coopération énergétique entre les deux pays, le nouvel Ambassadeur du Congo a soutenu que son pays a bénéficié de l'assistance de l'Algérie, à plusieurs occasions, notamment dans le domaine de l'industrie pétrolière, soulignant que "le premier audit sur l'industrie pétrolière au Congo a été réalisé par l'Algérie". "L'Algérie dispose déjà d'un modèle d'industrie pétrolière en amont et en aval", a-t-il ajouté. Selon M. Ignace Ngakala, la République du Congo se lancera dans la production du gaz "d'ici la fin de l'année, d'où la nécessité de renforcer la coopération entre les deux pays dans ce domaine", a-t-il mentionné. "Nous souhaitons profiter de l'expérience algérienne dans ce domaine, comme dans bien d'autres domaines", a-t-il encore ajouté.

R E.

LA 2^e ÉDITION DE «SINAA EXPO INDUSTRIES» S'OUVRE À ALGER

L'événement phare du secteur industriel

La deuxième édition du Salon international pour l'Industrie en Algérie « Sinaa Expo Industries » s'ouvre, ce mardi au Palais des Expositions, Safex (Alger). Durant trois jours, cet événement international incontournable réunira les principales entreprises du secteur ainsi que de nouvelles entreprises offrant des solutions industrielles intégrées.

Par Slimane T.

L'organisatrice du salon, en l'occurrence Bachiri Feriel, a indiqué que cette année « Nous avons remarqué la participation de plus de 200 entreprises actives dans le secteur de l'industrie en Algérie ». Et d'ajouter : « Nous sommes vraiment ravis d'annoncer que cette édition du salon se fera avec la participation de plusieurs pays, notamment l'Algérie, la Turquie, l'Allemagne, la France, la Suède et les Émirats arabes unis ». L'objectif de ce salon, dira-t-elle, est d'abord s'inscrire en ligne droite avec cette volonté

de l'Etat pour dynamiser le secteur de l'industrie et de faire passer la contribution de l'industrie dans le PIB de 4% à 10 % voir 15% durant les cinq prochaines années. « C'est pour cela qu'on a créé une plateforme complète qui regroupe tous les acteurs de l'industrie pour diversifier et dynamiser le secteur de l'industrie et atteindre les objectifs », affirme-t-elle dans une déclaration à la presse à l'ouverture de ce Salon international perçu comme étant un événement phare pour booster l'investissement dans ce secteur stratégique. La participation des entreprises innovantes en cette édition 2023 est en forte hausse, avec des op-

portunités de solutions qui dynamisent le marché industriel algérien grâce aux avancées technologiques, contribuant ainsi au développement économique et à l'élévation de l'économie algérienne vers les plus hauts rangs. Selon les organisateurs de «Sinaa Expo», « Nous prévoyons la participation de plus de 6000 visiteurs professionnels venant de toute l'Algérie et des pays voisins, y compris des industriels, des hommes d'affaires, des investisseurs et des distributeurs. Cette diversité des participants promet un échange d'expériences et d'opportunités de coopération d'une grande importance ».

PLANTES MÉDICINALES ET AROMATIQUES

Le Jardin botanique du Hamma accueille le 5^e Salon «Aromed»

Le Jardin botanique du Hamma à Alger abrite, dès mardi, la 5^e édition du Salon des Plantes médicinales, aromatiques et extraits naturels "Aromed", en présence de nombre d'acteurs des secteurs concernés par cette filière "en croissance continue". S'étalant jusqu'au 1er décembre prochain, cette manifestation se distingue par la participation d'institutions, producteurs, investisseurs, acheteurs, professionnels de la dis-

tribution et du conditionnement, chercheurs et formateurs, impliqués dans cette activité, précise l'organisateur d'Aromed, Hamdane Allalou, lors d'une conférence organisée à cette occasion. Tout en relevant que la filière algérienne des parfums, plantes aromatiques et médicinales ainsi que des extraits naturels connaît une "croissance continue", il a assuré que celle-ci "offre des perspectives et une marge de manœuvre favorables pour les investissements,

tant qu'en amont qu'en aval". M. Alalou a mis en avant, à ce propos, "la richesse du patrimoine et le potentiel naturel inestimable" à même de permettre à notre pays d'avoir "un positionnement premium" sur les marchés mondiaux, soulignant "les mutations sociétales en faveur d'un retour à l'utilisation et à la consommation de produits naturels". "Cette filière est en train de se développer grâce à des professionnels, et non pas seulement aux populations

riveraines des forêts dont nous voulons valoriser et mettre à profit le savoir", a relevé, de son côté, le Directeur général des Forêts (DGF), Djamel Touahria. L'inde, la Chine, les pays du Golfe, le Royaume-Uni, l'Italie, la Russie et l'Espagne sont autant de potentiels investisseurs du marché algérien dans ce domaine, a-t-on indiqué lors de cette rencontre précédant l'inauguration de l'exposition accessible au large public.

ALGÉRIE/FINLANDE

Promouvoir les relations économiques

Le nouvel ambassadeur de Finlande en Algérie, M. Pekka Hyvonen, a souligné, lundi à Alger, la volonté de son pays de promouvoir ses relations économiques et commerciales avec l'Algérie à travers des projets communs. "Nous souhaitons promouvoir avec l'Algérie la coopération économique et commerciale à travers la réalisation de

projets communs", a déclaré le nouvel ambassadeur à l'issue de la remise de ses lettres de créance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a également souligné l'importance pour les deux pays d'œuvrer ensemble pour le renforcement de leurs relations de coopération dans les différents domaines, citant notamment celui des énergies renouvelables. Met-

tant en avant les relations "très chaleureuses" entre l'Algérie et la Finlande, le nouvel ambassadeur a rappelé que son pays a été parmi les premiers pays à avoir reconnu l'indépendance de l'Algérie en 1962. Il a relevé, par la même occasion, que l'Algérie et la Finlande "partagent le même souci de paix dans le monde", estimant que cette question constitue une "priorité" pour les deux pays.

CONTRÔLE DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Mise en service imminente du Laboratoire régional de Constantine

Le Laboratoire régional de contrôle des produits pharmaceutiques (Constantine) sera mis en service «ces jours ci», a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Cette nouvelle infrastructure relevant du Laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques (LNCPP) aura pour mission principale le contrôle de qualité, l'expertise des médicaments, et l'analyse des intrants et inputs

entrant dans le processus de fabrication des médicaments entre autres, a précisé la même source. Selon la même source, les missions de ce laboratoire régional couvriront 16 wilayas de l'Est du pays ce qui va permettre de réduire la pression sur le LNCPP en matière de contrôle d'expertise et d'analyse des produits pharmaceutique et de remise des certificats de conformité des intrants importés. Des espaces

dédiés à la formation et à la recherche au profit des pharmaciens, universitaires, biologistes et médecins notamment ont été prévus dans le cadre du projet de réalisation de ce Laboratoire régional dont le chantier a été achevé en attente de son d'équipement, a indiqué la même source. Le nouveau laboratoire régional de contrôle des produits pharmaceutiques réalisé à la circonscription administrative Ali

Mendjeli (unité de voisinage UV18), contribuera également à la promotion de l'industrie pharmaceutique dans cette wilaya considérée comme un pôle incontournable de l'industrie pharmaceutique nationale, a-t-on souligné. La réalisation de ce Laboratoire régional lancée il y a sept ans, a nécessité un investissement public d'environ 230 millions de dinars a-t-on indiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

IMPORTATION DE VÉHICULES

De nouvelles marques débarquent en Algérie

Le marché automobile connaîtra l'introduction incessamment de nouvelles marques automobiles. Des voitures de marques françaises à l'instar de Peugeot et Renault, en plus d'autres asiatiques notamment du Japon «Suzuki» et «Toyota» marqueront leur retour sur le marché algérien dès 2024.

Par Sirine R.

L'annonce a été faite par Mokdad Aggoun, directeur de l'intelligence économique au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et président du secrétariat technique chargé du suivi du dossier automobile. Ce dernier a assuré que 13 nouvelles autorisations provisoires d'importation de véhicules ont été attribuées à des constructeurs automobiles européens et asiatiques. Dans ce même contexte, le même responsable a indiqué que « 13 marques automobiles européennes et asiatiques, dont la japonaise « Suzuki », ont obtenu leur autorisation pour entamer les opérations d'importation et alimenter le marché algérien en véhicules ». Il en est de même du géant Japonais « Toyota » dont le segment a été élargi aux bus, ajoute Mokdad Aggoun, qui a relevé que la forte présence des marques chinoises « est due à leur volonté d'investir en Algérie », notant que « l'importation sera temporaire en attendant le passage à la production ». Questionné sur la hausse des voitures neuves importées, Mokdad Aggoun l'a expliqué par une hausse des prix à la source. Depuis la crise sanitaire Covid-19, les prix des voitures avaient connu une augmentation si-

gnificative, en passant pour certains de 4 000 euros à 7000 voir 9000 euros, a-t-il noté. Cette situation est due principalement à la hausse des tarifs du fret et de la main d'œuvre. La solution pour lui est de passer à la production en local pour réduire les coûts et faire baisser les prix des voitures. D'ailleurs, dans sa stratégie le gouvernement vise à asseoir une véritable industrie automobile dans les cinq prochaines années. Le même responsable a expliqué que l'ouverture du marché à l'importation n'est qu'une étape provisoire en attendant un passage progressif à la fabrication ici en Algérie. Dans une déclaration à la chaîne de télévision « Echorouk news », le chargé du dossier automobile a rappelé que l'Etat était contraint de recourir à l'importation « temporaire » pour répondre à une forte demande sur les véhicules, après un arrêt depuis 2017 et l'échec du système CKD/SKD. Le même responsable a expliqué que l'ouverture du marché à l'importation n'est qu'une étape provisoire en attendant un passage progressif à la fabrication ici en Algérie. C'est à partir de septembre dernier, avec la mise sur le marché de véhicules neufs que les prix ont commencé de reculer. Cette tendance devrait se poursuivre en dans les prochains mois, d'autant plus, que 180 000 véhicules, dont un tiers est des voitures touristiques sont prévus dans le cadre de la LF

2023. Plusieurs marques automobiles ont manifesté leur intérêt pour s'installer en Algérie. Selon le même intervenant, pas moins de 36 constructeurs de différents segments (automobile, engins, camion, tracteurs, vélo, motos) qui veulent s'implanter en Algérie. Après avoir rappelé que la marque Fiat a déjà entamé la réalisation de son usine à Oran, dont le début de la production est prévu avant fin 2023, le constructeur « Cherry » qui prévoit la réalisation d'une usine à Bordj Bou Arreridj, Mokdad Aggoun a annoncé une troisième usine qui sera montée par la marque « Geely ». Il y a également la marque Coréenne « Hyundai » qui a manifesté son intérêt à réaliser une usine en Algérie. Cette marque a un délai de 24 mois pour le lancement effectif de son projet pour la fabrication de voitures touristiques, indique-t-il, en précisant que cette marque n'a décroché encore un agrément en tant que concessionnaire. L'intervenant a cité également la marque « JAC » pour la fabrication de camions. Ces derniers sont soumis à un cahier de charges strict, dont les temps d'intégration physiques sont fixés. Dans le détail, 10% d'intégration à partir de la deuxième année, 20% à partir de la troisième année et 30 % à la cinquième année, précise le représentant du ministère.

AFRIQUE-CHINE

Les relations afro-chinoises au centre d'un colloque scientifique à Alger

Les relations afro-chinoises ont été au centre d'un colloque scientifique organisé, mardi, par la faculté des sciences politiques et des relations internationales de l'Université d'Alger 3, avec la participation d'enseignants et d'experts algériens et étrangers. A cette occasion, le recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski a indiqué que l'organisation de cette rencontre scientifique s'inscrivait dans le cadre de » la

politique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, visant à permettre à l'université de s'ouvrir sur tous les acteurs de la société civile ». Selon le recteur, l'Université d'Alger 3 œuvre à concrétiser cette politique, » en encourageant les laboratoires de recherche agréés à intensifier les activités scientifiques, au profit du milieu universitaire et au service de la société de façon générale ». De son

côté, le président de l'Association d'amitié algéro-chinoise, Ismail Debeche a mis en relief le référent historique et politique qui régit les relations algéro-chinoises, ce qui a contribué, a-t-il dit, à hisser ces relations « au niveau stratégique qu'elles ont atteint actuellement ». Il a rappelé, dans ce contexte, le nombre considérable d'accords de coopération signés entre les deux pays, à l'occasion de la dernière visite d'Etat effectuée par le Prési-

dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République populaire de Chine. Selon les organisateurs, ce colloque tend à faire la lumière sur « l'interaction entre les Etats africains et la Chine et les avantages qu'offre l'économie de ce pays » et « la relation entre les étudiants intéressés par les études dans ce pays sur le plan civilisationnel et économique et les enseignants chercheurs spécialisés ».

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement de trois nouvelles plateformes numériques de services

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a supervisé, mardi à Alger, le lancement de trois nouvelles plateformes numériques visant à faciliter l'accès aux services proposés par le secteur. S'exprimant à cette occasion, M. Baddari a précisé que cette initiative entrait dans le cadre du plan numérique du ministère visant à faciliter l'accès des utilisateurs à l'information. La plateforme « Portefeuille du ticket élec-

tronique », la plateforme « My bus » dans sa nouvelle version et la plateforme « Bahth », opérationnelles dès aujourd'hui, viennent ainsi s'ajouter aux 47 plateformes lancées l'année dernière. Le « Portefeuille du ticket électronique » permet, selon le ministre, de numériser le service de la restauration, dont bénéficie l'étudiant universitaire dans les restaurants universitaires, grâce à un « portefeuille électronique ». Cette application facilitera l'accès à ce service, d'une part, et

permettra aux directions des œuvres universitaires de rationaliser leurs dépenses, d'autre part, a-t-il dit, soulignant que la numérisation des services de la restauration universitaire dans les cités universitaires avait été lancée au début de cette année universitaire. Quant à la deuxième plateforme numérique, qui est une nouvelle version de l'application « My bus », elle fournira à l'étudiant toutes les informations utiles sur l'ensemble des lignes de transport universitaire (5.855 bus) à

travers le pays, a poursuivi M. Baddari. La troisième plateforme « Bahth », dédiée à la recherche, permettra de relier les acteurs du secteur économique et social à travers une base de données sur les expertises et les aptitudes, a expliqué le ministre. Des notifications adaptées aux intérêts des utilisateurs sont disponibles sur cette plateforme, leur permettant d'accéder aux dernières avancées en matière de recherche en lien avec leurs activités.

R E.

POMMES DE TERRE

Un stock stratégique de plus de 130.000 tonnes

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M.

Mohamed Abdelhafid Henni, a affirmé, mardi à Alger, que le stock stratégique de pommes de terre qui dépasse les 130.000 tonnes, était suffisant pour préserver la stabilité des prix sur les marchés.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée à l'adoption des dispositions objet de désaccord dans le texte de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières, M. Henni a précisé que le stock stratégique de pommes de terre dépassait les 130.000 tonnes, et constituait un outil de régulation du marché auquel il sera recouru en cas de nécessité.

Le ministère avait décidé de déstocker des quantités supplémentaires pour faire face à l'augmentation des prix de la pomme de terre, soulignant être prêt à intervenir à nouveau pour réguler les prix.

L'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV), avait entamé le 14 novembre en cours une opération de déstockage de 30.000 tonnes de pommes de terre destinées à la consommation. Selon la mercuriale quotidienne des prix, publiée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le prix de la pomme de terre oscillait entre 69 et 84 DA, lundi dernier, soit 76 DA en moyenne pour un (1) kilogramme. Un mois avant, le 25 octobre dernier, le prix de la pomme de terre avait atteint 60 DA comme prix minimal pour un (1) kilogramme et 73 DA comme prix maximal, soit 66 DA en moyenne pour un (1) kilogramme, selon la même mercuriale.

SONATRACH

Renouvellement des membres du Conseil scientifique et technique

Le PDG de SONATRACH, Rachid Hachichi, a procédé, ce mardi, au niveau de la Direction Générale, à l'installation de la nouvelle composante du Conseil Scientifique et Technique de la compagnie, indique le groupe dans un communiqué.

«Le nouveau bureau du Conseil Scientifique et Technique de SONATRACH, installé pour une période de trois (3) ans, est composé de vingt (20) membres permanents, dont Mayouf BELGACEM, Vice-président de l'Activité Commercialisation, en qualité de représentant du Président Directeur Général et Mustapha Mohamed BENAMARA, Directeur Central R&D. Outre les membres permanents issus des Structures de SONATRACH, des universités et des centres de recherche, dix (10) membres suppléants composent également ce bureau», indique la même source.

Aussi, deux (02) membres honoraires font partie de ce Conseil, à savoir, Pr. Djebbar TIAB, Professeur Émérite de l'Université de l'Oklahoma en réservoir engineering, CEO de UP-TECH et Pr. Nouredine MELIKCHI, Doyen de la Faculté Kennedy-Université de DELAWARE (USA) et ingénieur chercheur à la NASA.

Le Conseil Scientifique et Technique est un organe consultatif qui a pour rôle d'assurer la cohérence de la politique scientifique de SONATRACH et d'émettre des avis et des recommandations sur l'ensemble des aspects relevant du domaine de la recherche et du développement, au sein de l'Entreprise.

Le Conseil Scientifique et Technique de SONATRACH est chargé, notamment, de la validation de la stratégie et du portefeuille projets à caractère scientifique et technologiques de la Direction Centrale Recherche & Développement de SONATRACH, du suivi et de l'évaluation de sa performance, ainsi que de la promotion de la mutualisation des moyens rentrant dans le cadre de la recherche appliquée entre les différentes structures de l'Entreprise.

S.T.

J-2 DE LA RÉUNION OPEP+

Le Pétrole grimpe en flèche

Dans l'arène mouvementée des marchés pétroliers mondiaux, les cours du pétrole ont connu une montée en flèche ce mardi matin, à seulement deux jours de la réunion ministérielle tant attendue de l'OPEP+. Cette hausse soudaine a captivé l'attention des observateurs du monde entier, ravivant les espoirs et les inquiétudes liés à l'avenir de cette ressource précieuse.

Par R E/Agence

Après une période de repli continu qui avait suscité des inquiétudes quant à la stabilité des cours du pétrole, une lueur d'optimisme est apparue dans le ciel sombre des marchés. Vers 09h30 ce mardi, le prix du baril de Brent, une référence majeure pour le pétrole brut, a dépassé les 80 dollars, atteignant précisément 80,34 dollars. Cette hausse significative a représenté une augmentation de 0,59%, une variation qui peut sembler modeste, mais qui a néanmoins eu un impact majeur sur le sentiment des investisseurs.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI), équivalent américain du Brent, destiné à être livré en décembre, a suivi une trajectoire similaire en gagnant 0,59% pour atteindre 75,30 dollars. Ce regain d'énergie a renforcé l'espoir parmi les acteurs du marché, ouvrant la voie à une réunion de l'OPEP+ chargée de décisions cruciales pour l'avenir de l'industrie pétrolière mondiale.

Les Enjeux de la Réunion de l'OPEP+

La réunion imminente de l'OPEP+ revêt une importance capitale pour l'équilibre des marchés pétroliers. L'OPEP+ est une alliance de pays producteurs de pétrole dirigée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Russie. Ces pays se sont engagés à coordonner leur production de pétrole pour maintenir des prix stables sur le marché mondial.

Lors de cette réunion, les membres



de l'OPEP+ devront décider de l'ampleur des augmentations de production prévues pour les mois à venir. Ces décisions auront un impact direct sur l'offre mondiale de pétrole et, par conséquent, sur les prix du pétrole. Les pays de l'OPEP+ doivent équilibrer la nécessité de maintenir des prix élevés pour soutenir leurs économies avec la pression croissante pour augmenter la production afin de répondre à la demande mondiale croissante de pétrole.

L'équilibre fragile du marché

La hausse des prix du pétrole observée ce mardi matin peut être interprétée comme un signe que les investisseurs anticipent une décision favorable à la limitation de l'augmentation de la production par l'OPEP+. Une production limitée pourrait maintenir une pression à la hausse sur les prix du pétrole, ce qui serait bénéfique pour les pays producteurs. Cependant, l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole reste fragile,

et de nombreux facteurs peuvent influencer les prix à court et à long terme. Les tensions géopolitiques, les problèmes d'approvisionnement, les politiques environnementales et la demande mondiale sont autant de variables à prendre en compte.

Alors que le monde attend avec impatience les décisions de l'OPEP+ lors de sa réunion cruciale, le marché pétrolier continue d'être le théâtre d'une danse complexe entre l'offre et la demande. Les investisseurs, les entreprises et les gouvernements observent attentivement l'évolution des prix du pétrole, car ils peuvent avoir un impact considérable sur l'économie mondiale.

L'avenir du pétrole reste incertain, mais une chose est sûre : les décisions prises lors de la réunion de l'OPEP+ auront un impact durable sur la direction que prendra cette ressource précieuse dans les mois à venir. Le monde retient son souffle en attendant de voir comment les pays membres de l'OPEP+ navigueront dans les eaux tumultueuses du marché pétrolier mondial.

ISOLATEURS ÉLECTRIQUES

Sonelgaz réceptionnera ses commandes auprès de Sediver à compter de décembre prochain

Le groupe Sonelgaz commencera à réceptionner ses commandes d'isolateurs électriques haute tension auprès de Sediver en décembre prochain, et ce, en prévision de l'été 2024, a indiqué mardi un communiqué du groupe public.

Le PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal, a reçu le Directeur général de Sediver pour la région Europe, Moyen-Orient, Afrique et Asie du Sud-Est, Michel Moulin, a précisé le communiqué, soulignant que «les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à leur accord prévoyant la livraison progressive des commandes d'isolateurs de lignes électriques à haute tension, à

compter de décembre prochain, afin que Sonelgaz puisse couvrir ses besoins en prévision de l'été 2024».

Lors de cette rencontre, tenue lundi à la Direction générale de Sonelgaz, les deux parties ont examiné plusieurs dossiers liés à la joint-venture Sediver-Algérie, spécialisée dans la fabrication d'isolateurs en verre trempé pour les lignes électriques, ainsi que le suivi de la mise en œuvre des résultats de leur réunion du 8 novembre, tenue en visioconférence.

Dans ce cadre, M. Adjal a réaffirmé à M. Moulin la «nécessité de prendre des décisions concrètes pour accélérer la réalisation du projet du siècle

concernant la fabrication d'isolateurs en verre trempé et le parachèvement de la chaîne d'assemblage», a ajouté le communiqué.

Créée en 2018, la joint-venture Sediver-Algérie est le fruit d'un partenariat entre Sonelgaz, Sediver France, l'entreprise électrification d'Algérie (AL-ELEC) et l'Entreprise nationale des verres et abrasifs (ENAVA). Selon un autre communiqué du groupe, M. Adjal a reçu, lundi, la Directrice générale de l'Organisation méditerranéenne pour l'énergie et le climat (ex-Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME)), Houda Ben Janet Allal, «dans le cadre de la relance

de l'activité de Sonelgaz auprès des associations et organisations énergétiques internationales et du suivi de plusieurs dossiers y afférents».

L'objectif de cette visite est de «consulter le PDG au sujet de plusieurs questions relatives à la préparation de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'organisation et à la gestion de l'organisation, qui compte sur l'Algérie pour renforcer sa position dans la région», selon la même source. L'Algérie est un membre «stratégique» de cette organisation, dont Sonelgaz assure la vice-présidence, rappelle le communiqué.

R.E.

AFRICAN STARTUPS CONFERENCE

La 2^e édition sera «exceptionnelle»

La seconde édition de la Conférence africaine des startups (African Startups Conference- ASC) qui se tiendra du 5 au 7 décembre prochain à Alger "sera exceptionnelle", a indiqué, avant-hier à Alger, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid.

Par R E.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'accélérateur public de startups "Algeria Venture", le ministre a ajouté qu'il est attendu pour l'édition 2023 de cet événement dédié à la promotion des startups du continent africain, "plus de 200 experts internationaux dans le domaine des startups, environ 50 ministres et décideurs africains dans le domaine des startups et de l'innovation, plus de 200 investisseurs et responsables des Fonds d'investissement et capitaux à risque dans le continent et près de 10.000 participants". Aussi, le ministre a annoncé l'organisation d'un salon qui verra la participation de près de 200 exposants de différents pays africains, mais aussi la participation de partenaires africains et issus d'autres pays, notamment l'Agence allemande de coo-

pération internationale GIZ, l'Union Africaine, et les différentes agences de coopération en Afrique ainsi que des établissements financiers qui ont rejoint cette initiative. D'autres événements annexes seront également organisés au niveau du Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), lieu de la tenue de l'ASC, notamment le concours africain dans le domaine de l'Intelligence Artificielle pour le développement durable (AI 4 Good Challenge) ou encore un concours dans le domaine de la robotique (AI 4 Robotics) et d'autres événements, a-t-il ajouté. Une réunion ministérielle qui regroupera les ministres africains en charge des startups, sera, en outre, au menu de la 2ème édition de l'ASC, a fait savoir M. Oualid, ajoutant que l'objectif de cette réunion est "la concrétisation des décisions adoptées

par les participants à cette réunion en 2022, mais aussi par l'Union africaine, avec des projets cruciaux pour l'environnement des startups en Afrique tels que la création d'un Fonds des fonds africains des startups", qui alimentera les Fonds africains afin de financer les startups du continent au lieu de recourir aux investisseurs étrangers. Il sera, aussi, question lors de cette réunion ministérielle de "l'adoption d'une stratégie africaine uniforme pour réduire la fuite des cerveaux, ainsi que la facilitation de la mobilité des talents africains et les startups entre les différents pays du continent", a-t-il précisé. Tous ces projets ont été initiés par l'Algérie, voulant "être la source des initiatives africaines visant à faire de l'Afrique un marché fertile pour l'innovation et la créativité technologique", a souligné M. Oualid. Le ministre a expliqué que l'un des objectifs

de l'ASC est de "permettre à tous les décideurs, les responsables et les acteurs et concepteurs des politiques gouvernementales dans le domaine des startups de faire de cet événement le plus grand rendez-vous annuel africain consacré aux technologies et aux startups, afin de s'enquérir de tout ce qui se passe dans les autres pays africains et d'échanger les expériences et signer des accords de coopérations dans ce domaine". A ce titre, le ministre a cité "la signature, lors de l'édition de l'année dernière, d'un memorandum d'entente avec le ministre tunisien chargé de la technologie, permettant aux startups tunisiennes de bénéficier des mêmes avantages accordés aux startups algériennes en Algérie et vice et versa", annonçant à l'occasion que "le ministère aspire à signer plusieurs accords similaires, avec d'autres pays comme le Nigeria et la Côte d'Ivoire".

TRANSPORT MARITIME

Insuffler une nouvelle dynamique en 2024

Le Groupe algérien de transport maritime (GATMA) a engagé d'importantes réformes visant à insuffler une nouvelle dynamique à cette activité vitale, et ce à travers la relance du transport maritime, la modernisation de son mode de gestion et la mobilisation de tous les moyens humains et matériels, a-t-on appris lundi auprès du ministère des Transports. Le Groupe GATMA, sous la tutelle du ministère des Transports, a procédé, en premier lieu, à la création d'une nouvelle compagnie (CNAN EL DJAZAIR) regroupant ses

deux filiales CNAN NORD et CNAN MED, l'objectif étant de valoriser sa flotte maritime et de fédérer ses capacités. Il a également été procédé à la réhabilitation de la flotte constituée de 13 navires à travers les opérations de maintenance et de réparation menées par des compétences algériennes de l'Entreprise nationale de réparation navale (ERENAV). Sept (7) navires sont actuellement en service et six (6) autres en cours de maintenance et de réparation. Ces derniers reprendront le service fin 2023 ou début 2024 pour que la flotte soit opérationnelle à

100%. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des opérateurs économiques et de la mise en œuvre de la stratégie tracée pour booster les capacités de fret. Elle vise aussi à accéder aux marchés africains notamment après l'inauguration des lignes maritimes commerciales vers la Mauritanie et le Sénégal, tout en prospectant de nouveaux marchés promoteurs tels que les pays du Golfe et l'Afrique de l'Est. Quant au transport maritime des voyageurs, le GATMA a tracé un programme spécial en prévision de la saison estivale 2024, à travers la rénovation

et la réhabilitation des bateaux-ferries Tariq Ibn Ziyad et El Djazaïr II, qui se trouvent actuellement au niveau des ateliers d'entretien et de réparation, en plus des bateaux déjà en service, à savoir les bateaux-ferries Badji Mokhtar 3 et le Tassili 2, tout en prévoyant l'affrètement d'un autre bateau pour disposer d'une flotte de 5 bateaux et pouvoir ainsi faire face à l'importante demande qu'enregistre l'entreprise durant la saison estivale particulièrement celle de la communauté nationale à l'étranger pour une prise en charge optimale, ce qui permettrait également de couvrir

les destinations européennes à savoir, l'Italie, l'Espagne et la France, sachant que le programme des traversées de la saison prochaine sera annoncé durant le premier trimestre de 2024. Dans le cadre de la politique du secteur visant à numériser les services et à rapprocher l'administration du citoyen, une nouvelle plateforme, 100% algérienne, a été mise en service pour la réservation et le paiement électronique, afin de désengorger les agences commerciales, et permettre aux clients de réserver leurs voyages en toute aisance. R E.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

La wilaya de Sétif a réalisé 220 millions \$ en 2022

Au cours de l'année 2022, la wilaya de Sétif a réalisé des exportations d'une valeur de plus de 220 millions de dollars ciblant les marchés européens et africains, selon les services de la wilaya. En effet, de nombreuses entreprises économiques activant dans différents domaines ont relevé le défi en pénétrant des marchés arabes, africains et européens grâce à leur production de pneumatiques, d'appareils électroménagers, de ciment, de céramique, de plastique pour l'emballage et autres. Afin de faciliter le processus d'exportation, toutes les aides et le soutien nécessaires ont été apportés aux opérateurs économiques de la région, à l'image de la simplification des formalités administratives et de l'accélération des procédures d'attribution des certificats de conformité, a-t-on indiqué. Zoheir Daâchi, investisseur, initiateur d'une unité de broyage de matériaux

dans la commune de Ras El Ma (est de Sétif-Est), a salué, dans ce contexte, les mesures prises par les autorités de la wilaya de Sétif visant à «libérer les projets d'investissement des entraves qui les freinaient depuis des années». Il a souligné que c'est grâce à ces mesures qu'il a pu obtenir une autorisation d'exploitation exceptionnelle qui a permis à son projet d'être concrétisé et mis en service, offrant, dans une première phase, 20 emplois directs. Un nombre qui sera revu à la hausse pour atteindre 32 postes de travail à la faveur du développement de son unité, a-t-il ajouté, se félicitant de «l'impulsion donnée à son projet par l'octroi d'une autorisation d'exploitation exceptionnelle» qui l'encourage, également, à «développer davantage ses investissements à l'avenir». Cet opérateur espère obtenir prochainement une licence d'exploitation pour son nouveau projet d'investissement qui consiste en un complexe agroalimentaire,

dans la commune d'Amoucha (nord de Sétif), qui devrait, selon lui, fournir 64 emplois directs dès sa mise en service. La wilaya de Sétif dispose d'un foncier industriel important matérialisé dans 3 zones (Sétif, El Eulma et Ouled Saber), couvrant une superficie totale de plus de 1.369 hectares et abritant 457 projets d'investissement dans de multiples domaines industriels, en plus de 23 ZEA (zones d'entrepôt et d'activités), et autres espaces industriels où activent des entreprises spécialisées dans les industries électroniques et électriques, la transformation plastique, la fabrication de pneumatiques, la céramique, l'industrie alimentaire, parapharmaceutique et autres. Par ailleurs, les services de la wilaya de Sétif accorde une attention particulière à la relance des projets d'investissement en levant les contraintes et autres obstacles entravant les projets en cours, destinés à assurer un développement durable et,

partant, consacrer la position de la wilaya en tant que pôle industriel de premier plan, tout en lui permettant d'être au diapason des transformations stratégiques que connaît le pays. Les autorités de la wilaya, soulignant que les efforts déployés sur le terrain par les pouvoirs publics ont permis la levée de toutes les entraves contrariant l'avancement des projets d'investissement en cours, ont cité, pour l'exemple, l'octroi de 128 autorisations exceptionnelles d'exploitation à des investisseurs, favorisant ainsi la création de 7.449 emplois nouveaux. Ces facilitations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant à prendre en charge les dossiers à même de permettre un réel décollage économique, en mettant en place un climat d'investissement "sain, adapté et attractif", a-t-on affirmé à la wilaya. Par S R.

BORDJ BADJI
MOKHTAR

Saisie de 30 000 litres de carburants destinés à la contrebande

Une quantité de 30 000 litres de carburants destinés à la contrebande a été saisie par les services de sûreté de la wilaya de Bordji Badji Mokhtar, a rapporté lundi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué. Cette opération policière a été menée suite à l'exploitation de renseignements faisant état de l'utilisation par deux personnes de deux entrepôts dans la ville de Bordj Badji Mokhtar comme lieu de stockage du carburant destiné à la contrebande, a-t-on expliqué. La perquisition de ces deux entrepôts suite à un mandat de perquisition émis par le procureur près le tribunal de Bordj Badji Mokhtar, a permis la découverte et la saisie de 30000 litres de carburants, conservés dans 150 tonneaux (capacité de 200 litres), selon la même source. L'opération a permis également l'arrestation de deux suspects, et la saisie d'un camion de gros tonnage, a-t-on ajouté. Présentés devant les instances judiciaires après l'achèvement des procédures légales sur cette affaire de contrebande qui porte atteinte à l'économie nationale, les deux suspects ont été placés sous mandat de dépôt, a conclu la même source sécuritaire.

TIPASA

Mise en service partiel du barrage de Kef Eddir au profit de 3 communes

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a supervisé, ce lundi à Tipasa, l'entrée en service partiel du barrage de Kef Eddir, sur les hauteurs de Damous (extrême Ouest de la wilaya), en vue de l'alimentation de trois communes de l'Ouest de la région en eau potable, dans l'attente de la réception définitive du projet, fin mars prochain.

La première phase d'exploitation progressive du barrage de Kef Eddir est intervenue après achèvement des travaux de raccordement des communes de Damous, Gouraya et Al-Arhat aux conduites de pompage, au même titre que les travaux des réservoirs d'eau et des stations de pompage. Les travaux du projet se poursuivent actuellement en vue de l'alimentation de huit communes de l'Ouest de Tipasa, avant sa mise en exploitation définitive en mars prochain, selon le ministre.

A l'issue de sa visite de travail à Tipasa, M. Derbal, qui était accompagné du wali Aboubakr Seddik Boucetta, a indiqué que l'« exposé présenté par les responsables de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) a fixé le mois de juin prochain pour la réception de la totalité du projet du barrage de Kef Eddir. Néanmoins, j'ai donné des instructions pour doubler la cadence des travaux dans le but d'avancer ce délai à fin mars 2024 ». Il a assuré, à ce titre, que l'avancement des délais de réception de ce projet de transfert hydrique, lancé en chantier en juillet 2022, est « une nécessité urgente au vu des difficultés auxquelles sont confrontées nombre de communes de Tipasa en raison du manque d'eau, dont notamment les huit communes restantes, sur un total de 11 ciblées par ce pro-



jet de transfert hydrique. Il s'agit des communes de Hadjret Ennos, Sidi Ghiles, Messelmoune, Aghbal, Sidi Semiane et Beni Milek, en plus du renforcement de l'AEP dans la commune de Tipasa. Une fois ce projet stratégique opérationnel, la distribution d'eau à Tipasa va enregistrer « une importante amélioration », selon ses concepteurs qui prévoient une moyenne de distribution de 16 h/Jour, au lieu des programmes actuels de distribution allant d'une fois tous les deux jours à une fois tous les quatre jours, selon les explications four-

nies sur place. Ce projet a enregistré un grand retard dans sa réalisation. Il a été lancé en chantier en 2006, avant l'arrêt de ses travaux en 2011 à cause de l'entreprise réalisatrice qui n'a pas tenu ses engagements. Il fut relancé durant la même année. Outre Tipasa, ce barrage permettra, également, l'alimentation en eau potable de plusieurs communes d'Aïn Defla et de Chlef, parallèlement à l'exploitation d'une partie de ses eaux dans l'irrigation agricole. Selon sa fiche technique, ce transfert hydrique assurera un volume annuel glo-

bal de 21 millions de m3 d'eau, dont 8. 613 m3/jour au profit de 58 zones d'ombre. Ce projet « d'envergure régionale » englobe la réalisation de 110 km linéaires de canalisations, 14 stations de pompage et 13 réservoirs d'une capacité de 140.000 m3, outre une station de traitement des eaux d'une capacité de production de 210 000 m3/jour, devant être réceptionnée en trois étapes, permettant chacune la production et le transfert de 70.000 m3 d'eau/jour pour assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable.

M'SILA

L'e-administration thème d'un colloque international

Un colloque international sur "l'administration électronique et son rôle dans la modernisation de l'administration publique" s'est ouvert lundi à l'Université Mohamed-Boudiaf de M'sila à l'initiative de la faculté des sciences humaines et sociales et du Laboratoire des recherches et études sur les nouveaux médias. Au total, 260 communications sont programmées durant la rencontre qui regroupe 500 participants autour de sept axes liés à l'administration et l'amélioration des services publics, la dimension stratégique de l'e-administration pour le développement, l'e-

administration dans les pays arabes et dans d'autres pays, a indiqué Dr Yahia Takiieddine, doyen de la faculté des sciences humaines et sociales.

La rencontre qui rassemble des chercheurs de Tunisie, d'Egypte, de la Palestine, d'Arabie Saoudite et du Yémen, met en lumière l'impact de l'e-administration dans l'amélioration des performances des services administratifs et ses dimensions stratégiques pour le développement de l'Algérie, a affirmé Pr Mohamed Dahmani, directeur du Laboratoire des recherches et études sur les nouveaux médias. Le président de la rencontre, Hocine Lerkat, a

souligné, de son côté, que la question de l'e-administration et de la modernisation de l'administration publique tire son importance du fait que l'e-administration "constitue aujourd'hui l'un des plus importants chantiers de la réforme administrative en Algérie", relevant la grande importance de l'e-administration pour le renouveau du service public et la réforme de l'administration.

Les travaux du colloque s'étalent sur deux jours avec des communications en mode présentiel et par visioconférence.

BLIDA

Introduction du traitement tertiaire des eaux usées en 2024

La Station d'épuration des eaux usées (STEP) de Ben Khelil, au nord de Blida, verra l'introduction, début 2024, d'une nouvelle technologie permettant le traitement tertiaire des eaux usées, dans le but de leur exploitation dans l'irrigation agricole, apprend l'APS de la direction locale des ressources en eau. « Le traitement tertiaire des eaux usées permettra l'exploita-

tion de l'eau épurée dans l'irrigation agricole, tout en contribuant à la préservation de l'environnement », a indiqué, à l'APS, le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche. Il a expliqué que le traitement tertiaire consiste à épurer les eaux usées en les soumettant à une source de rayonnements ultra-violets (UV), permettant ainsi d'éliminer les polluants non biodégradables et d'obtenir

une eau bactériologiquement conforme aux normes de réutilisation, pour la destiner à l'irrigation agricole. La capacité de production de la STEP de Ben khelil, couvrant six communes de la partie Est de la wilaya, est de 65.000 m3/J, selon le même responsable, qui a fait part du lancement d'une étude pour l'exploitation de l'eau épurée dans l'irrigation de 3.000 ha de terres agricoles.

Le traitement tertiaire des eaux usées sera, également, introduit, à l'avenir, à la station d'épuration des eaux usées en cours de réalisation à la nouvelle ville de Bouinane, et de la STEP de Beni Merad, dans le but de préserver l'environnement et de réduire la pression exercée sur les nappes phréatiques, grâce à l'exploitation des eaux ainsi épurées dans l'irrigation agricole, a encore fait sa-

Pas de Zlecaf sans une bonne gouvernance foncière

La Zlecaf doit créer un marché unique de plus de 1,4 milliard d'habitants pour un PIB cumulé de plus de 3400 milliards \$. Depuis que son opérationnalisation a été actée en 2021, l'idée de cette zone de libre-échange continentale suscite de grands espoirs.

Par exemple, selon les données de la Banque mondiale, la mise en œuvre de la Zlecaf pourrait accroître les revenus des pays africains de 9%, soit 571 milliards de dollars, et contribuer à sortir 50 millions de personnes de l'extrême pauvreté, d'ici 2035. Si l'impact en termes de croissance pour plusieurs secteurs des économies africaines est certain, des obstacles majeurs doivent encore être surmontés, y compris celui de la mauvaise gestion du foncier en Afrique. Cette dernière question est débattue sous divers angles à la CLPA 2023 en cours à Addis-Abeba, et les dirigeants, experts, organisations de la société civile et autorités traditionnelles cherchent des solutions aux problèmes fonciers en Afrique afin d'accélérer la mise en œuvre de la Zlecaf.

L'accès sécurisé aux terres, clé de réussite de la Zlecaf

La Zlecaf vise à créer un marché unique et intégré pour les biens et les services, facilité par la libre circulation des personnes en Afrique. Son objectif annoncé est de stimuler le commerce intra-africain en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays membres, ce qui favorisera le développement économique, l'industrialisation et la croissance durable sur le continent. Intervenant dans un panel à la CLPA mercredi 22 novembre, Dr Stephen Karingi, directeur Intégration régionale et Commerce de la CEA, a indiqué que la production de ces biens, peu importe le secteur concerné, nécessite l'accès au foncier. De plus, indique-t-il, la mise en œuvre effective de la Zlecaf d'ici 2045 nécessitera de gros investissements dans les usines, les routes et autres infrastructures. Ce besoin en investissement dans les infrastructures a déjà été souligné par plusieurs rapports. Selon la BAD, les échanges au sein de l'Afrique sont nettement plus faibles que dans d'autres régions, avec des exportations intra-africaines représentant entre 16 et 17 % du total des exportations africaines, contre 59 % pour l'Asie (2017). Une situation que l'institution attribue principalement à des systèmes de transport et de logistique inefficaces et d'importantes lacunes en termes d'infrastructures au niveau des centres économiques et des ports d'entrée en Afrique.

Selon le Land Matrix Initiative, entre 2010 et 2020, en Afrique subsaharienne, 7,3 millions d'hectares (environ 3 fois le Rwanda) sont passés sous contrat de location ou d'acquisition. Construire des kilomètres de routes supplémentaires pour déplacer les biens d'un pays à un autre, ou agrandir les usines et



autres infrastructures de stockage afin d'augmenter les capacités, nécessite l'accès sécurisé aux terres. L'enjeu que représentent les terres en Afrique est d'autant plus crucial que les données de plusieurs sources concordantes révèlent que le continent est de loin le continent le plus ciblé par les acquisitions foncières à grande échelle. Selon le Land Matrix Initiative, entre 2010 et 2020, en Afrique subsaharienne, 7,3 millions d'hectares (environ 3 fois le Rwanda) sont passés sous contrat de location ou d'acquisition.

Des risques de litiges fonciers plus importants

L'augmentation du nombre de transactions foncières à grande échelle sur les dernières années en Afrique s'accompagne d'une croissance des risques de litiges fonciers. Selon un rapport de Land Matrix paru en 2022, malgré l'adoption de nouvelles lois relatives à l'acquisition des terres dans de nombreux pays africains, aucune évolution importante n'a été observée sur le terrain, particulièrement en ce qui concerne les acquisitions à grande échelle. Le document évoque comme problème récurrent dans toutes les transactions en Afrique « le manque continu de données et l'état préoccupant de la transparence en ce qui concerne les acquisitions de terres à grande échelle (LSLA) ».

Les autres défis comprennent, entre autres, des processus consultatifs faibles ou inexistant, le non-respect de la législation nationale, y compris les lois sur les investissements et les terres, peu de considération pour les droits de tenure légitimes, y compris

la tenure informelle des communautés locales et des peuples autochtones, le non-respect des droits de l'homme, l'absence de garanties, l'expropriation illégale ou encore l'application minimale des mesures de compensation convenues.

Ces différents facteurs favorisent la multiplication des litiges fonciers sur le continent, lesquels conflits sont cités parmi les causes de la faible mise en valeur des terres acquises ou des retards de développement constatés sur les projets prévus sur ces terres. Selon un autre rapport du LMI datant de juillet 2019, environ la moitié des transactions conclues sont opérationnelles (54 % sur 399 transactions), mais seulement 11 % de la superficie sous contrat dans ces transactions sont effectivement cultivées. « La spéculation foncière et hydrique explique en partie ce phénomène. Les autres raisons comprennent le manque d'informations fiables liées à l'importation des intrants de production, les restrictions financières des investisseurs et l'insécurité quant à la validité à long terme de la transaction foncière », expliquent les auteurs du document.

Harmoniser les réglementations à différents niveaux

« Les Etats africains se font concurrence pour attirer les investissements dont ils ont besoin pour stimuler le développement économique (...). Mais, la plupart des pays doivent renforcer considérablement la gouvernance

des droits fonciers pour créer un environnement stable et attractif propice aux investissements ». Ces mots prononcés en 2017 par M. Munden, sont encore d'actualité aujourd'hui.

« La plupart des pays doivent renforcer considérablement la gouvernance des droits fonciers pour créer un environnement stable et attractif, propice aux investissements »

Compte tenu de l'importance du foncier pour l'atteinte des principaux objectifs de développement du continent, y compris la mise en œuvre de la Zlecaf, les initiatives se sont multipliées ces dernières années pour trouver des solutions régionales. Cependant, les différents efforts consentis tardent à porter leurs fruits à cause de la complexité de la question foncière. Intervenant lors d'un panel à la CLPA 2023, Tsotetsi Makong (Secrétariat de la ZLECAF), a indiqué que la Zlecaf ne peut pas être mise en œuvre facilement et dans les délais s'il n'y a pas une cohérence entre les textes de gouvernance foncière à l'intérieur des pays et une harmonisation des réglementations sur le plan régional.

Pour d'illustrer son propos, il a donné l'exemple d'une bouteille d'eau dont la production et la mise sur le marché local nécessite l'implication de plusieurs ministères (eau, santé, agriculture, foncier) et le respect des lois de plusieurs organismes. Si les réglementations entre ces différents organismes étatiques ne sont pas cohérentes, l'investisseur peut hésiter à mettre ses fonds dans la production de cette bouteille d'eau.

Au-delà des problèmes de cohé-

rence entre les cadres réglementaires au niveau national, sortir cette bouteille d'eau du pays où elle est produite pour un autre pays africain peut être encore plus difficile, si l'investisseur doit être confronté à un autre cadre réglementaire. Selon M. Makong, pour faciliter la mise en œuvre de la Zlecaf, les lois doivent être mises en place après des négociations entre les différents ministères homologues des pays, afin de s'assurer qu'elles sont en ligne avec l'esprit de la Zone de libre-échange continentale.

Ne pas négliger les impacts sur les populations

Selon les différents experts et décideurs participants à la CLPA 2023, il ne fait pas de doute qu'une bonne gouvernance foncière a le potentiel d'accélérer la mise en œuvre de la Zlecaf. Cependant, fait remarquer Eileen Wakesho, directrice d'un programme de protection des terres communautaires au Kenya, il ne faut pas oublier les questions de bien-être des populations et quels profits ces dernières tirent de la mise en œuvre de la Zlecaf. En effet, explique-t-elle, si l'aspect macro-économique de ce projet est souvent mis en avant, les discussions ne se concentrent pas suffisamment sur les impacts sur la vie des populations, des femmes et des jeunes enfants. Ce sont ces populations qui doivent céder leurs terres, sans compensation équitable, sans être certaines de tirer profit des richesses créées. Selon elle, le plus important à l'heure actuelle n'est pas la rapidité avec laquelle la Zlecaf est mise en œuvre, mais surtout sa qualité.

SOURCE : Agence Ecofin

EXPLOITATION
DU PORT SEC DE
6 OCTOBRE
L'Égypte prépare un
plan de sélection
des opérateurs
privés

L'Égypte a en projet de construire plus d'une dizaine de ports secs sur l'étendue du territoire, afin de décongestionner les ports maritimes et améliorer leurs performances. L'Égypte s'apprête à lancer en janvier 2024 un processus pour la désignation des partenaires privés qui participeront à l'exploitation du port sec de la ville de 6 octobre, selon une source du ministère des Finances, citée par le média Asharq Business. La démarche s'aligne sur les accords signés récemment par le ministère des Transports pour concéder la gestion des ports secs et de plusieurs plateformes logistiques à des investisseurs privés. « En dehors de la sélection des partenaires pour la plateforme intérieure de 6 octobre, des participations sont aussi prévues dans d'autres ports secs en projet comme ceux de Sadat, de Suez et Borg El Arab dont les l'exploitation sera proposée aux investisseurs dans un avenir proche », a indiqué Atter Hannoura, directeur de l'unité centrale des PPP du ministère des Finances. L'appel à manifestation d'intérêt vise notamment la mise en place des mécanismes pour permettre l'opérationnalisation du nouveau port sec dont le développement est à l'étape des essais techniques selon le ministère des Transports. Cette plateforme constitue le premier d'un ensemble de 14 ports secs prévus par l'Égypte pour relayer les ports maritimes et désengorger ceux-ci face à l'accroissement soutenu des volumes annuels. Le port est érigé sur 4 500 mètres carrés et peut accueillir environ 720 000 EVP par an.

EQUIVALANT À LA MOITIÉ DU SALAIRE L'Autorité palestinienne accorde une avance des banques à ses employés

Le ministère palestinien des Finances a déclaré qu'une avance serait versée par les banques équivalant à la moitié du salaire des employés travaillant dans le secteur gouvernemental pour le mois d'octobre dernier.

Le ministère a ajouté dans une déclaration conjointe avec l'Autorité monétaire palestinienne : « Une avance sera versée par les banques aux employés et retraités du secteur public à un taux de 50 % du salaire, avec une limite minimale de 1 800 shekels (481 dollars), mercredi prochain ». Le communiqué précise que le ministère des Finances "prendra à sa charge les coûts qui résulteront de ces avancées". L'Autorité monétaire palestinienne a déclaré qu'elle avait donné des instructions aux banques pour qu'elles versent ces avances aux employés dans le but de réduire les effets de la rareté des liquidités et d'aider les emprunteurs individuels et professionnels à faire face aux effets de la cessation des revenus, ou de la baisse du volume des flux de trésorerie en raison de l'agression contre la bande de Gaza, et d'une manière qui protège leurs cotes de crédit. Cela survient après que l'Autorité palestinienne ait refusé de recevoir l'argent des taxes qu'Israël collecte en son nom pour les marchandises qui entrent sur le marché palestinien par son intermédiaire en échange d'une commission de 3 %. Le refus de l'Autorité de recevoir cet argent le mois dernier était dû à la décision du gouvernement israélien d'en déduire un montant alloué à la

bande de Gaza, qui comprend le paiement des salaires, le fonctionnement du secteur de la santé et l'achat de carburant. Les fonds fiscaux, ou fonds de compensation, constituent les deux tiers du budget de l'autorité. FirasMelhem, gouverneur de l'Autorité monétaire palestinienne, a annoncé que les nouvelles instructions permettent ; d'accorder une avance/financement sur les comptes de salaire des salariés, autorisent aux emprunteurs actuels de reporter un certain nombre de versements dus ou attendus au cours de la période à venir, ou de réduire la valeur du versement et de ne pas empêcher les particuliers et les entreprises d'obtenir des prêts commerciaux d'urgence pour financer leur fonds de roulement et payer toute dette d'urgence. Le gouverneur a souligné que l'Autorité monétaire a procédé récemment à des examens pour voir la capacité du système bancaire à résister à divers scénarios, représentés par le défaut d'une partie du portefeuille de crédit à la suite des répercussions de la guerre sur les différents secteurs économiques. Ces tests comprenaient des scénarios simulant l'exposition de certains secteurs économiques à un ou plusieurs chocs successifs dus à un déclin du cycle. L'impact

de celui-ci sur les indicateurs financiers du système bancaire a été mesuré, y compris les indicateurs d'adéquation des fonds propres. L'Autorité monétaire n'a pas tardé, dès le déclenchement de la guerre, à demander aux banques de procéder à des dotations initiales pour faire face aux différents risques et l'a reflété dans les états financiers à la date du 30/09/2023. Les résultats ont montré la capacité du système bancaire à maintenir des ratios d'adéquation des fonds propres et des niveaux de liquidité conformes aux exigences réglementaires établies dans le cadre des instructions et des meilleures pratiques. En conséquence, l'Autorité monétaire affirme la solidité et la solidité financière du système bancaire palestinien et qu'elle continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité financière et encourager croissance économique à la lumière de ces circonstances extrêmement difficiles.

Déclin économique
Auparavant, les données du ministère palestinien de l'Économie avaient révélé lundi dernier une baisse des performances de 85% des établissements économiques en raison des invasions et incursions continues menées par l'occu-

pation israélienne dans les villes, camps et villages palestiniens. L'Observatoire économique du ministère a montré une baisse du nombre moyen de travailleurs dans 41 % des établissements économiques de Cisjordanie en raison de la détérioration économique dans divers secteurs de l'économie sur fond de répercussions de l'agression israélienne en cours, avec l'arrêt quasi total de la production dans la bande de Gaza. Les données indiquent que la plupart des établissements ont connu une baisse du nombre de jours de travail mensuels d'une moyenne comprise entre 36% et 42%, tandis que la capacité de production de 91% des établissements industriels s'est détériorée en moyenne de 43%. Selon l'Observatoire économique, 77% des établissements souffrent de difficultés de déplacement et de distribution de marchandises entre les villes en raison des incursions et des fermetures par l'occupation israélienne, à l'heure où 16% des établissements ont été contraints de fermer totalement ou partiellement, à cela s'ajoute la baisse des ventes mensuelles pour 97 % des établissements.

POUR FINANCER SON BUDGET La Tunisie recourt à une quatrième souscription

Le gouvernement tunisien a lancé une souscription nationale, la quatrième cette année, pour lever 700 millions de dinars (225,33 millions de dollars) pour financer le budget de l'année en cours, dans un contexte de difficultés d'obtention de prêts extérieurs. Lors des trois précédentes introductions en bourse cette année, le gouvernement a levé plus de 800 millions de dollars. Le gouvernement a déclaré le mois dernier que le déficit budgétaire pour 2023 passerait de 5,2 % prévu précédemment à 7,7 % du produit intérieur brut. La ministre des Finances, Siham Boughdiri, a déclaré que la Tunisie a réussi jusqu'à présent à rembourser 81% de sa dette extérieure, s'élevant à 20,8 milliards de dinars (6,7 milliards de dollars) pour l'année 2023, ajoutant que le pays continuera à remplir ses obligations malgré les fortes pressions exercées sur les finances publiques.

Réduire le déficit budgétaire
La Tunisie vise à réduire le déficit budgétaire en imposant des taxes supplémentaires sur les banques, les hôtels, les restaurants, les cafés touristiques et les sociétés de boissons alcoolisées. Le gouvernement tunisien a décidé d'imposer un impôt temporaire de 4% sur les bénéfices des banques et des compagnies d'assurance pour les années 2024 et 2025. Les nouvelles taxes portent les taux d'imposition payés par les banques à près de 40 %. Le président KaisSaïed a longtemps critiqué les banques privées, affirmant qu'elles réalisent d'énormes profits, ajoutant qu'elles devraient aider l'économie dans ce moment délicat de l'histoire du pays. Les banques privées sont désormais les principaux prêteurs du gouvernement, qui ne parvient pas à obtenir les prêts extérieurs dont il a besoin. Les experts locaux ont prévenu que les emprunts internes intenses risquaient de provoquer une grave pénurie de liquidités et de plonger le secteur bancaire dans une crise étouff-

fante. L'année dernière, la Tunisie a conclu un accord d'experts avec le Fonds monétaire international pour l'obtention d'un prêt, mais elle a déjà manqué à ses engagements majeurs. Le gouvernement augmentera ses besoins en prêts extérieurs de 10,5 milliards de dinars (3,32 milliards de dollars) en 2023 à 16,4 milliards de dinars (5,19 milliards de dollars) en 2024. Les prêts étrangers comprennent un prêt algérien d'une valeur de 300 millions de dollars, 500 millions de dollars de l'Arabie saoudite et 400 millions de dollars de la Banque africaine d'import-export. Le gouvernement a déclaré qu'il cherchait à obtenir des prêts d'une valeur de 3,2 milliards de dollars. **Déficit commercial élevé**
D'autre part, les données publiées lundi par l'Institut national de la statistique de Tunisie font état d'une augmentation du déficit de la balance commerciale (la différence entre les valeurs des exportations et des impor-

tations) de 26,8% en octobre dernier sur une base mensuelle. L'institut indique dans un communiqué que le déficit commercial a atteint deux milliards de dinars tunisiens (645,4 millions de dollars) le mois dernier, contre 1,578 milliards de dinars (509 millions de dollars) en septembre précédent. Le communiqué ne fournit pas de chiffres sur les exportations et les importations au cours du mois dernier. Cependant, il a souligné que le pourcentage de couverture des importations par les exportations a diminué à 71,7% en octobre, contre 76,2% le mois précédent. La Tunisie connaît une grave crise économique, exacerbée par les répercussions de l'apparition de la pandémie de Corona et le coût élevé de l'importation de l'énergie et des matériaux de base suite à la guerre en Ukraine. En janvier dernier, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Marawan Al-Abbasi, a déclaré que les estimations de la banque indiquent une hausse de l'inflation en 2023 à 11%, contre 8,3% l'année dernière.

MOINS CHER QUE LE GAZ

Le bioéthanol perce dans les cuisines au Nigeria

L'heure du déjeuner approche et Shola Abiodun Adeyemi s'active. Sur le plan de travail, elle pose une petite marmite et deux produits nouvellement acquis: une petite cuisinière composée de deux plaques de cuisson et une grande bouteille remplie d'un gel verdâtre.

Cette coiffeuse de 43 ans qui vit dans le quartier d'Idi Mangoro dans le nord de Lagos, la capitale économique du Nigeria, verse le gel, du bioéthanol fabriqué à partir de biomasse, dans la cuisinière avant d'y allumer le feu. "Il ne noircit pas vos casseroles et marmites, ne sent pas mauvais, ça permet de bien cuisiner. Ça va vite et surtout c'est moins cher que le gaz, qui est à un peu plus de 1.000 nairas" (1,2 dollar), lâche-t-elle. Avec la flambée du coût de la vie, le gaz de cuisine est devenu hors de prix pour de nombreux ménages nigériens, après la fin des subventions gouvernementales sur les carburants décidée par le président Bola Ahmed Tinubu en mai 2023. L'inflation a atteint plus de 27% en moyenne sur les 12 derniers mois dans la première économie du continent, selon le Bureau national des statistiques nigérian. Aujourd'hui, de plus en plus de consommateurs se tournent vers les biocarburants verts, affirme l'Alliance pour la cuisine propre (CCA) au Nigeria. Le gel de bioéthanol bon marché

constitue un combustible propre pour les cuisines où les familles utilisent souvent du bois ou du charbon, dont les émanations de fumée sont délétères pour la santé. Chaque année, plus de 93 000 femmes meurent dans le pays de maladies causées par la pollution de l'air domestique, d'après les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Sauver des vies
Femi Oye n'avait que neuf ans lorsque sa grand-mère est décédée des suites d'un cancer des poumons, après avoir inhalé toute sa vie des fumées toxiques. En 2012, il s'associe avec Lilian Aremu pour "créer des produits qui sauvent des vies" et fonde Kike Technologies. Ils mettent sur le marché cette cuisinière portative fonctionnant au bioéthanol. Le gel, entièrement biologique, est créé à partir de sources d'énergies renouvelables comme des déchets alimentaires et agricoles ou encore la jacinthe d'eau. Au Nigeria, les émissions de CO2 pourraient être réduites de plus de 4 millions de tonnes, si

tous les ménages utilisaient du bioéthanol pour cuisiner, selon les Nations unies. Depuis sa création, l'entreprise a reçu plusieurs récompenses pour son impact sur l'environnement et la santé et a vendu au total un million de cuisinières, entre 14 et 21 euros l'unité, principalement au Nigeria, mais aussi dans les pays limitrophes. Pour attirer les consommateurs, les cofondateurs s'appuient sur des agents et concessionnaires chargés de la distribution.

Rôle de l'Etat
Mais Lilian Aremu ne se berce pas d'illusions. Pour que sa cuisinière "propre" gagne largement les foyers du pays, l'Etat nigérian doit investir. "Si nous avons plus de soutien des autorités, nous pouvons réduire les coûts de production et de nombreuses personnes, notamment dans les zones rurales, auront la possibilité d'en bénéficier", assure-t-elle. Abel Gaiya, responsable énergie à Clean Technology, un grand centre d'innovation énergétique à Abuja, la capitale politique du pays, abonde. "Avec l'inflation, une minorité

de gens se tournent vers le bioéthanol certes, mais beaucoup d'autres se sont remis à utiliser du bois et du charbon, encore moins cher. Il faut que l'Etat s'occupe de ce problème", explique-t-il à l'AFP. Il insiste aussi sur les bons matériaux à utiliser lors de la manipulation du bioéthanol. "Si la cuisinière est défectueuse, il peut y avoir certains effets négatifs similaires au gaz: des fuites, des explosions et des incendies", énumère-t-il. A l'échelle régionale, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) travaille à populariser le bioéthanol. L'organisation envisage prochainement "l'adoption de normes harmonisées de cuisson, de transport et de domestication du bioéthanol au niveau national" ainsi que "l'élaboration de normes et d'étiquetages pour la biomasse" a indiqué à l'AFP Guéi Kouhie, coordonnateur des programmes de bioénergie/cuisson propre à la Cedeao. Aucune date n'a encore été fixée pour la mise en place de ces mesures.

LIBÉRIA

La Banque mondiale suspend l'accès aux "prêts non performants"

La Banque mondiale a suspendu l'accès aux prêts non performants au Liberia en raison du non-remboursement pendant 60 jours sous l'administration du président sortant George Weah. Cette décision a été notifiée dans une lettre adressée au ministre des Finances du Liberia, Samuel Tweah, par Ousmane Diagana, vice-président de la région Afrique occidentale et centrale de la Banque mondiale. Toutefois, la Banque souligne qu'il existe des dérogations pour les demandes de retrait pré-

sentées dans un délai maximal de 90 jours après la date de suspension, englobant les paiements aux fournisseurs et entrepreneurs pour des services rendus dans les 60 jours suivant la suspension. Bien que l'économie libérienne ait connu une croissance de 4,8 % en 2022, le déficit budgétaire estimé à 5,6 % du PIB la même année, contre 2,4 % en 2021, a détérioré la situation financière du pays. Pour l'administration entrante, la suspension aura un impact sérieux sur la capacité du Libe-

ria à emprunter auprès d'autres bailleurs de fonds et obligera les nouveaux dirigeants à négocier le calendrier de remboursement avec la Banque mondiale. Avec un ratio dette/PIB de 53,4%, le Liberia présente un risque modéré de surendettement extérieur et global. L'économie de ce pays d'Afrique de l'Ouest, axée sur l'agriculture et l'exploitation minière, devrait croître de 4,5 % en 2023.

NIGER

Mise en service une nouvelle centrale photovoltaïque

La société nigérienne d'électricité (Nigelec) a mis en service une centrale photovoltaïque de 30 mégawatts pour compenser d'importantes pénuries depuis que le Nigeria a arrêté de fournir de l'électricité au Niger en réaction au coup d'État de juillet, a annoncé dimanche le ministre de l'Energie. Équipée de plus de 55 000 panneaux solaires, cette centrale est la plus grande infrastructure énergétique solaire jamais réalisée au Niger. La Nigelec relève déjà une "amélioration de la qualité de la desserte" de ses abonnés, notamment dans la capitale Niamey (1,5 million d'habi-

tants), à Dosso (sud) et à Tillabéri (ouest), a expliqué à la télévision Mahaman Moustapha Barké, le ministre nigérien de l'Energie. La centrale devait être fonctionnelle depuis le 25 août mais sa mise en service a été retardée par le départ du Niger de la "plupart du personnel technique" expatrié après le coup d'État militaire du 26 juillet, a-t-il indiqué. Le démarrage de la centrale a été rendu possible grâce à "certains techniciens" qui sont restés à Niamey, a-t-il ajouté, sans plus de précisions. "La centrale n'ayant pu être finalisée dans les conditions initialement prévues, des risques

opérationnels se posent néanmoins", a averti dimanche l'ambassade de France au Niger dans un communiqué. L'installation avait été inaugurée le 5 juillet par le président renversé par le coup d'État, Mohamed Bazoum, et par Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'Union européenne. La centrale a coûté 20 milliards de francs CFA (30,4 millions d'euros) et a été financée notamment grâce à un prêt de 15,5 milliards de francs CFA (23,6 millions d'euros) auprès de l'Agence française de développement (AFD) et un don de 3,5 milliards de francs CFA (5,3 millions d'euros) de

l'Union européenne (UE). Depuis quatre mois, la quasi-totalité des quartiers de Niamey subissent d'importants délestages d'électricité, que le Nigeria a arrêté de fournir au Niger dans le cadre des sanctions imposées en réaction au coup d'État par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dirigée par le président nigérian Bola Tinubu. Avant le coup d'État, le Nigeria fournissait 70% de la part d'électricité achetée par la Nigelec - seul fournisseur du pays - selon un rapport de 2022 de cette entreprise.

KENYA

William Ruto inaugure une nouvelle usine de transformation de mangues à Hola

Au Kenya la mangue est l'une des principales cultures fruitières avec la banane et l'avocat. Alors que le fruit est largement consommé et commercialisé sous forme fraîche, les autorités renforcent leurs investissements dans la transformation pour améliorer la création de valeur ajoutée. Au Kenya, le président William Ruto a procédé le 4 novembre dernier à l'inauguration d'une usine de transformation de mangues à Hola dans le comté de Tana River. D'un coût total de 245 millions de shillings (1,6 million \$), l'unité a été développée par l'Autorité de développement des régions côtières (CDA). Elle abrite une ligne de fabrication de pulpe de mangue d'une capacité de production de 1,5 tonne par heure et un système de gestion des déchets. D'après les autorités la pulpe sera conditionnée en contenants de 5 et 200 kg et commercialisée sur le marché local sous la marque « Tana Gold ». « L'usine est conçue pour mécaniser la transformation des mangues en pulpe en remplacement des procédés de transformation manuels. Il s'inscrit en outre dans le cadre d'un programme visant à réduire les pertes post-récoltes pour les agriculteurs » explique Peninah Malonza, secrétaire d'État chargé des Affaires à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), des Zones arides et semi-arides (ASALS) et du Développement régional. Alors que le comté de Tana River produit près de 50 000 tonnes de mangues par saison, la responsable estime que 35 000 tonnes, soit environ 70 % du stock est commercialisé notamment dans les villes de Mombassa, Garissa et Nairobi sous forme fraîche. En ce qui concerne les retombées socio-économiques, les autorités tablent sur la création de 200 nouveaux emplois. Il est aussi prévu la formation de plus de 1 000 producteurs de mangues sur les bonnes pratiques agricoles.

CAC 40

La prudence s'installe avant plusieurs indicateurs

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur une note stable mardi matin, un retour au calme favorisé par l'apaisement des tensions sur le marché obligataire et l'attente d'une première salve d'indicateurs économiques.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison décembre - cède 4,5 points à 7269,5 points, laissant entrevoir un début de séance sans direction marquée. Hier, le marché parisien avait débuté sur une note prudente une semaine qui s'annonce particulièrement chargée, avec au programme toute une série de statistiques de premier plan. Après avoir passé la majeure partie de la journée autour de son point d'équilibre, le CAC avait fini par céder du terrain lundi dans les dernières minutes de cotation pour achever la séance sur un recul de 0,4% à 7265 points, son plus bas niveau du jour. 'Après un mois de novembre particulièrement solide jusqu'ici, les marchés ont été affectés par le retour d'une légère aversion au risque ces dernières 24 heures', écrit Jim Reid, analyste marchés chez Deutsche Bank. 'Aucun catalyseur évident n'explique cet accès de faiblesse (...) mais les indicateurs économiques décevants publiés aux Etats-Unis n'ont pas soutenu le sentiment de marché', souligne-t-il. Wall Street a accueilli défavorablement l'annonce d'une rec chute de 5,6% des ventes de logements individuels neufs aux Etats-Unis au mois d'octobre, après un bond de 8,6% en septembre. Ses écarts sont cependant demeurés jusqu'au bout insignifiants, comme en

témoignent les replis limités du Dow Jones (-0,2), du S&P500 (-0,2%) et du Nasdaq Composite (-0,1%). En se maintenant au-dessus du cap des 7250 points, l'indice parisien parvient néanmoins à pérenniser à minima sa tendance positive de court terme. Reste que les investisseurs devraient hésiter à prendre des positions tranchées avant les rendez-vous importants des prochains jours. La publication, jeudi, de chiffres de l'inflation en Europe et aux Etats-Unis ne manquera pas d'alimenter le débat qui anime les marchés financiers depuis des mois. Une nouvelle accélération des prix mettrait la pression sur les banques centrales au moment où les taux d'intérêt dans les marchés développés sont censés avoir atteint leur pic. Les investisseurs sont également particulièrement attentifs aux indicateurs économiques à la recherche de signes encourageants sur l'économie après le ralentissement marqué de l'activité ces derniers mois. En ce sens, le baromètre très suivi de la confiance au sens du Conference Board, qui sera publié cet après-midi aux Etats-Unis, devrait montrer que les ménages américains continuent de s'inquiéter de l'inflation. Contrairement à la morosité affichée par les marchés d'actions, les bons du Trésor réalisent une excellente entame

de semaine avec une nette détente des rendements de part et d'autre de l'Atlantique. Aux États-Unis, le rendement à dix ans se replie vers 4,39%, au plus bas depuis la fin septembre, la perspective d'un ralentissement de la croissance incitant les investisseurs à chercher refuge auprès des obligations. Le pétrole poursuit ses mouvements erratiques à quelques jours d'une réunion de l'Opep+ qui pourrait faire apparaître quelques dissensions au sein du cartel, selon les spécialistes. Le Brent de Mer du Nord grignote ac-

tuellement 0,2% à 80,2 dollars le baril, tandis que le brut léger américain (WTI) avance de 0,3% au-delà de 75 dollars. Dans une note diffusée hier, les stratèges de BofA ont déclaré s'attendre à ce que le cours pétroliers remontent l'an prochain en raison du mouvement de restockage qui touche les marchés des matières premières. La banque d'affaires américaine estime que le Brent devrait atteindre un niveau moyen de 90 dollars en 2024, tandis que le WTI est attendu autour de 86 dollars sur l'année à venir.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finit en baisse dans la folie du Cyber Monday

La Bourse de New York a fini en baisse lundi au lendemain de la fête de Thanksgiving, alors que s'ouvre la période des fêtes avec des commerçants proposant des prix bradés pour attirer les chasseurs de bonnes affaires lors du Cyber Monday. L'indice Dow Jones a cédé 0,16%, ou 56,68 points, à 35.333,47 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 8,91 points, soit 0,20% à 4.550,43 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 9,83 points (0,07%) à 14.241,022. Les trois principaux indices américains ont terminé en baisse. "Les marchés reprennent leur respiration pour digérer les gains observés en novembre", a déclaré Tom Hainlin, stratège à US Bank Wealth Management à Minneapolis. Les réductions sur internet dans le cadre du Cyber Monday devraient inciter les Américains à dépenser 12 milliards de dollars (11 milliards d'euros), selon Adobe Analytics, dernier signe du rebond de la consommation américaine, qui participe pour 70% du PIB des Etats-Unis. La résilience des consommateurs et les tensions sur le marché du travail dans un contexte de ralentissement économique poussent les observateurs du marché à penser que même si la Fed est arrivée au bout de son cycle de resserrement, elle pourrait maintenir sa politique restrictive sur les taux d'intérêt plus longtemps qu'attendu. Un grand nombre de responsables de la Fed doivent s'exprimer cette semaine et les investisseurs attendent également la publication du "Livre beige", le recueil de rapports de la Fed sur l'économie et l'indice PCE des prix

à la consommation pour octobre. "Nous nous attendons à ce que la Fed continue d'être prudente sur les conclusions qui avancent nous sommes arrivés au bout de la hausse des taux", a annoncé Tom Hainlin. Côté valeurs, en ce jour de Cyber Monday, Affirm Holdings a pris 12% grâce à sa formule "acheter maintenant, payer plus tard". Les plateformes de ventes en ligne Etsy et Shopify ont pris respectivement 3% et 4,9%.

ZONE EURO

Le crédit aux entreprises recule en octobre, une première en 8 ans

Les prêts bancaires aux entreprises de la zone euro en octobre ont reculé pour la première fois depuis 2015, montrent les données de la Banque centrale européenne mardi, alors que le bloc économique fait face à une probable récession économique. Les prêts aux entreprises se sont contractés de 0,3% en octobre après une augmentation de 0,2% le mois précédent. La croissance du crédit aux ménages a ralenti à 0,6% contre 0,8% en septembre. La masse monétaire (M3) dans la zone euro s'est contractée de 1%, après un recul de 1,2% un mois plus tôt. Les analystes interrogés par Reuters tablaient sur une baisse de 0,9%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Novembre 2023
Valeur : 29 Novembre 2023

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1029	134.1179
1	EUR	EURO		146.6683	146.7384
1	GBP	POUND STERLING		169.0231	169.1059
100	JPY	JAPANESE YEN		89.9235	89.9456
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7431	18.7488
1	CHF	SWISS FRANC		152.1994	152.2856
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.2727	98.3125
1	DKK	DANISH KRONE		19.6747	19.6789
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8473	12.8516
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5294	12.5344
1	AED	UAE DIRHAM		36.5134	36.5195
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7531	35.7619
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.6934	434.8829
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9177	43.3491
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.2654	13.2669
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7600	27.9023
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5309	3.5313
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.4842	178.4842

L'Europe décline dans un contexte attentiste

Les Bourses européennes ouvrent en baisse mardi, à l'entame d'une semaine durant laquelle seront publiés des indicateurs clés pour la trajectoire des taux des deux côtés de l'Atlantique. À Paris, le CAC 40 recule de 0,44% à 7.233,31 points vers 07h35 GMT. À Francfort, le Dax cède 0,11%, contre 0,46% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 abandonne 0,46%, l'EuroStoxx 50 0,29% et le Stoxx 600 0,51%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street hésitante, le Dow Jones n'affichant pas de direction marquée, contre une baisse de 0,14% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,29%

pour le Nasdaq. Les investisseurs sont focalisés sur la publication attendue jeudi des chiffres de l'inflation aux Etats Unis et en zone euro, jugés cruciaux pour déterminer l'évolution des trajectoires des politiques monétaires des deux côtés de l'Atlantique. Aux valeurs, Atos recule de 4,35%, après avoir annoncé envisager de nouvelles cessions d'actifs ou un recours aux marchés de capitaux pour assurer son refinancement en 2025. Ubisoft chute de 9,08% après avoir annoncé le placement d'environ 500 millions d'euros d'obligations convertibles.

CHINE

25 mesures pour renforcer le soutien financier aux entreprises privées

L'intensification des efforts renforce la confiance et assure un développement sain : entrepreneurs

La banque centrale de Chine et d'autres agences gouvernementales ont annoncé des mesures visant à accroître le soutien financier au secteur privé dans le pays, y compris des efforts visant à diversifier les canaux financiers pour les entreprises privées, dans le cadre d'une étape cruciale pour stimuler l'économie privée dans un contexte difficile. Les dernières mesures sont intervenues alors que les décideurs politiques chinois ont pris ces derniers mois une série de mesures pour stimuler le secteur privé, qui joue un rôle crucial dans le développement économique du pays, dans un contexte de fortes pressions à la baisse. Ces mesures démontrent en outre le soutien indéfectible du pays aux entreprises privées et contribueront à renforcer la confiance des entrepreneurs et à assurer un développement sain, ont déclaré des experts. Dans une note conjointe, la Banque populaire de Chine (PBC), la banque centrale, l'Administration nationale de la régulation financière et plusieurs autres agences du gouvernement central ont déclaré avoir introduit 25 mesures spécifiques pour soutenir l'économie privée. La note souligne la nécessité d'augmenter continuellement les lignes de crédit pour soutenir le développement de l'économie privée. Par exemple en augmentant le quota de prêts, en s'engageant activement dans tous les types de services financiers destinés à l'industrie et à la chaîne d'approvisionnement, et de manière proactive, assurer des services de financement transparents pour le secteur. Les banques et autres institutions financières sont encouragées à répondre aux besoins de financement des entreprises privées qui rencontrent des difficultés temporaires mais qui disposent de produits commercialisables, de projets prometteurs et d'une technologie compétitive conformément aux principes orientés vers le marché, et ne devraient pas « s'arrêter, se retirer ou abandonner » leurs prêts, selon la note.

Renforcer la confiance

Ces mesures ont renforcé la confiance des entreprises privées, qui souhaitent savoir comment ces politiques leur seront bénéfiques. Ding Yandong, directeur général de RollmaxS-hutter Component Co, un fabricant de composants de volets roulants basé à Ningbo, a déclaré que les nouvelles mesures seront très utiles pour l'entreprise et que certaines banques ont déjà contacté l'entreprise pour lui proposer des prêts

à faible taux d'intérêt. « En termes de coûts de financement, cela a été très bon et pourrait être le meilleur de ces dernières années », a déclaré Ding, notant que d'autres mesures de soutien telles que des réductions d'impôts ont également été très utiles pour l'entreprise. "Je suis vraiment intéressé par les 25 mesures et j'espère en bénéficier. Une série de politiques pour l'économie privée cette année ont grandement soutenu nos entreprises", a déclaré Xu Lingji, propriétaire d'une entreprise d'instruments électriques à Hangzhou. Plus précisément, a déclaré Xu, la baisse des taux d'intérêt des prêts hypothécaires, une politique publiée précédemment, a donné à l'entreprise plus de confiance pour développer ses activités. « Le fait de disposer d'un canal de financement plus simple stimulera considérablement notre activité, et la baisse des taux d'intérêt nous rendra encore plus confiants dans l'emprunt. » La Chine a adopté une série de mesures pour soutenir le secteur privé sous de nombreux aspects, notamment l'amélioration de l'environnement des affaires et l'augmentation du soutien financier. En juillet, les autorités ont publié une ligne directrice de 31 points pour stimuler la croissance de l'économie privée, promettant d'améliorer son environnement des affaires. En août, les ministères chinois ont annoncé 28 mesures de soutien, s'engageant à fournir un accès équitable aux entreprises privées pour participer aux grands projets et entreprises technologiques nationaux. Certaines agences du gouvernement central et de nombreuses agences gouvernementales locales ont également pris leurs propres mesures pour aider les entreprises privées dans de nombreux domaines. La Commission nationale du développement et de la réforme, la principale agence de planification économique, a par exemple créé un bureau pour coordonner les politiques en faveur de l'économie privée. L'aspect le plus important de la note est qu'il fixe des objectifs clairs et des domaines cruciaux pour guider les banques et autres institutions financières dans l'offre d'un financement durable aux entreprises privées. La note demande aux banques et autres institutions financières de fixer des objectifs annuels en matière de services, d'augmenter le poids du service aux entreprises privées dans l'évaluation annuelle des performances et d'augmenter la proportion de prêts aux entreprises privées.

« Ces mesures peuvent garantir la trésorerie des entreprises privées et soutenir le fonctionnement et l'expansion des petites et moyennes entreprises. Dans le même temps, elles renforcent également la confiance des petites entreprises, encouragent les investissements et les orientent vers la recherche et le développement » a déclaré Hu Qimu, secrétaire général adjoint du Forum 50 sur l'intégration des économies réelles et numériques chargées des relations commerciales sino-américaines. Dans un contexte de pression mondiale à la baisse, les entreprises privées ont été confrontées à de graves difficultés, qui ont affecté les investissements privés. Entre janvier et octobre, l'investissement privé a chuté de 0,5% sur un an, même si la baisse s'est atténuée, selon les dernières données officielles. L'investissement privé a été considérablement affecté par les difficultés du secteur immobilier, puisque l'investissement privé dans des projets hors projets immobiliers a en fait augmenté de 9,1% sur un an. La note indique que davantage d'efforts devraient être déployés pour mettre en œuvre les politiques gouvernementales pertinentes augmentant le soutien financier au secteur immobilier, maintenir la stabilité des principaux canaux de financement tels que les lignes de crédit et les obligations, et répondre raisonnablement aux besoins financiers des propriétés privées. Alors que certains médias étrangers ont fait état du soutien de la Chine aux entreprises privées, les décideurs politiques chinois ont montré à plusieurs reprises et sans équivoque un soutien inébranlable au secteur privé, qui joue un rôle crucial dans le développement économique global de la Chine. Le secteur privé représente environ 60 % du PIB chinois et 80 % de l'emploi urbain. Dong Shaopeng, chercheur principal à l'Institut d'études financières de Chongyang à l'Université Renmin, a déclaré que ces mesures visent à aider les entreprises privées à relever les défis, ce qui fait également partie des efforts du pays pour stimuler la reprise économique globale. "Le développement de l'économie privée est confronté à certaines difficultés en raison de facteurs cycliques du marché et d'autres facteurs. Par conséquent, guider et encourager les institutions à soutenir le développement de l'économie privée permettra de restaurer la croissance économique", a déclaré Dong.

ITALIE

Le gouvernement approuve des investissements pour la transition énergétique

Le gouvernement italien a adopté lundi un décret visant à stimuler les énergies renouvelables, à améliorer la sécurité énergétique du pays et à soutenir les entreprises à forte intensité énergétique. « Nous voulons libérer le grand potentiel de notre pays, pour en faire une référence en matière d'énergies renouvelables », a déclaré le ministre de la Transition écologique, Gilberto Pichetto, dans un communiqué. Les mesures, qui incluent la réduction des formalités administratives pour des projets d'énergie verte et l'affectation de zones appartenant à l'État à la production de parcs éoliens, « représentent 27,4 milliards d'euros (29,9 milliards de dollars) d'in-

vestissements », a-t-il déclaré. « Nous voulons accélérer le développement des énergies renouvelables pour servir les objectifs de 2030 », a-t-il ajouté. Le texte du décret adopté lundi « poussera les régions à construire

des infrastructures d'énergies renouvelables » et comprend des mesures pour inciter quelque 3800 entreprises, à forte intensité énergétique comme les industries du verre et du textile, à recourir à des sources d'énergie verte. En

matière d'éolien offshore, des « zones maritimes appartenant à l'État » dans deux ports du sud de l'Italie seraient sélectionnées pour « la production, l'assemblage et le lancement de plates-formes flottantes », précise le communiqué. Le décret déclare également que la construction et l'exploitation de projets de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) terrestres constituent des « interventions stratégiques urgentes d'utilité publique, non-ajournables ». Cela devrait favoriser l'accélération des travaux de deux terminaux terrestres GNL dans le sud de l'Italie, à Porto Empedocle en Sicile et à Gioia Tauro en Calabre.

L'inflation britanniques tombe à son plus bas niveau depuis 17 mois

L'inflation dans les magasins britanniques est tombée à son plus bas niveau depuis 17 mois alors que les détaillants luttent pour attirer les acheteurs avant la période cruciale des vacances. Le British Retail Consortium a déclaré mardi que l'inflation avait chuté de 0,9 point de pourcentage en novembre pour atteindre 4,3 %, son niveau le plus bas depuis juin 2022. C'est le sixième mois consécutif que l'association professionnelle enregistre des baisses.

LES RECETTES DEVRAIENT ATTEINDRE 393,8 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2024 Poutine signe la loi sur le budget fédéral russe pour 2024-2026

Le président russe Vladimir Poutine a signé la loi sur le budget fédéral russe pour 2024 et la période de planification 2025-2026. Le document a été publié sur le portail Web officiel d'informations juridiques. Selon le document, les recettes du budget fédéral devraient atteindre 35 065 milliards de roubles (393,8 milliards de dollars) en 2024, 33 552 milliards de roubles (376,8 milliards de dollars) en 2025 et 34 051 milliards de roubles (382,4 milliards de dollars) en 2026. Les dépenses devraient s'élever à 36 660 milliards de roubles (411,7 milliards de dollars), 34,382 milliards de roubles (386,1 milliards de dollars) et 35,587 milliards de roubles (399,6 milliards de dollars) respectivement. Le déficit budgétaire fédéral devrait s'élever à 1 595 milliards de roubles (17,9 milliards de dollars) en 2024, 0,83 billion de roubles (9,3 milliards de dollars) en 2025 et 1 536 milliards de roubles (17,2 milliards de dollars) en 2026. Le plafond de la dette extérieure publique sera de 64 milliards de dollars (57,6 milliards d'euros) au 1er janvier 2025, 63,1 milliards de dollars (56,3 milliards d'euros) au 1er janvier 2026, 61,2 milliards de dollars (54,6 milliards d'euros) au 1er janvier 2027. Le taux d'inflation devrait être de 4,5 % en 2024, 4 % en 2025 et 4 % en 2026.

ALORS QUE LES TAUX FONT DES RAVAGES EN AUSTRALIE Les ventes au détail chutent de manière inattendue

Les ventes au détail ont chuté de manière inattendue en octobre en Australie, signe que les hausses agressives des taux d'intérêt de la Reserve Bank commencent à peser sur les ménages. Les ventes ont chuté de 0,2% par rapport au mois précédent, contre une hausse estimée de 0,1%, selon les données du Bureau australien des statistiques publiées hier mardi. Le résultat est le plus faible depuis juin, lorsque les ventes étaient également devenues négatives.

Et si, finalement, le moteur thermique ne s'arrêtait pas en 2035 ?

Un vote important en Europe pourrait redistribuer les cartes de la fin du moteur thermique pour 2035 sur le Vieux Continent.

À moins d'un revirement extraordinaire d'ici deux à trois ans lors de la clause de revoyure, nous en aurons terminé avec les moteurs à combustion sur les véhicules neufs après 2035 en Europe. Une technologie vieille de 150 ans qui aura permis l'essor de la mobilité particulière, du transport de marchandises et d'à peu près tout ce qui constitue notre économie et le monde dans lequel nous vivons. Tout ceci repose évidemment sur les énergies fossiles mijotées par la Terre pendant des millions d'années et utilisées par l'Homme pour produire une combustion transformée en couple, puis en mouvement. Mais cette combustion, l'Europe n'en veut plus. À moins d'une surprise ? Selon nos informations, plusieurs constructeurs dont nous taïrons les noms gardent une cartouche de côté au cas où Bruxelles changerait d'avis. Et pour cause, une importante élection pointe le bout de son nez et 2035 pourrait être repoussée.

L'électrique trop ambitieuse, trop vite ?

Le problème de l'Europe a peut-être été de vouloir transformer toute l'industrie du transport en quinze ans, alors qu'elle a mis plus d'un siècle à parfaire un moteur à combustion qui n'est ni écologique, ni à haut rendement (tout juste 40 % sur les meilleurs véhicules actuels hybrides ou essence/diesel), mais qui a su rendre d'immenses services. Un siècle également à se construire un maillage de sous-traitants, d'équipementiers, un siècle à enseigner, construire un savoir-faire autour de l'injection, de la suralimentation, des pièces mobiles, de la lubrification. Et il faudrait donc sortir par magie du chapeau des centaines de milliers d'ingénieurs spécialisés en électro-technique, chimie ou encore informatique pour passer au tout électrique en un claquement de doigt. Délicate mission. Pour cette raison, et une autre que nous allons immédiatement aborder, la voiture électrique imposée dès 2035 dans les ventes de véhicules neufs (les thermiques d'occasion pourront toujours se vendre, c'est important de le rappeler) paraît très ambitieuse. L'autre raison, c'est donc ces

élections au Parlement européen l'année prochaine, en même temps que celle de la Chambre des représentants aux États-Unis. Deux votes cruciaux en pleine période de

clairement Carlos Tavares à l'occasion de l'inauguration d'un secteur de l'usine de Turin.

"Il y aura deux élections très importantes l'année pro-



doute et d'inflation. Et lorsque le peuple tire la langue, les politiques ont tout intérêt à ne pas rajouter de l'huile sur le feu en imposant une technologie pour l'heure encore très coûteuse pour la majorité des automobilistes. D'ailleurs, les chiffres de ventes 2024 pourraient refléter la baisse des commandes pour les électriques enregistrées en 2023. Pour les constructeurs, il faudra donc peut-être anticiper un éventuel report. Et ceux qui avaient prévu de ne faire que de l'électrique rapidement et d'abandonner les investissements dans le thermique pourraient se retrouver avec des volumes de ventes en chute libre. L'art de l'adaptation aux conditions changeantes, une politique que confirmait

chaîne, les élections au Parlement européen en juin et les élections à la Chambre des représentants américaine en novembre. Il se pourrait que la politique soit alors différente. Nous devons peut-être changer de stratégie si l'opinion publique s'oriente vers moins de véhicules électriques. L'une de mes tâches est de préparer l'entreprise aux nouvelles conditions. Nous avons des plans pour cela dans nos poches." Ceci explique peut-être en partie pourquoi Stellantis s'est associé à Leapmotor récemment : continuer de miser sur l'électrique, mais ne pas tout investir dedans pour l'instant et tenter de maintenir à flot la branche thermique "au cas où".

BMW X3 (2024)

Voici les lignes définitives de la quatrième génération G97

Lancé en juin 2017, la troisième mouture du BMW X3 connue en interne sous le code G01 a été restylée en juin 2021. Elle passera la main à une toute nouvelle génération dans un an. Le lancement du SUV BMW X3 Mk4 qui portera le matricule G97 aura lieu en octobre 2024.

Un décamouflage virtuel très réaliste

Dans l'intervalle, les prototypes lourdement camouflés multiplient les phases de test et pas uniquement sur l'exigeant tracé du Nürburgring en Allemagne. La firme bavaroise n'hésite pas à mettre, elle-même, en scène les différentes séances d'essais de son SUV star histoire de rester sous les feux de l'actualité. Les nombreux clichés officiels fournis par la marque de Munich ont permis à l'œil affûté de l'illustrateur Sugar Design de réaliser deux visuels très précis du futur BMW X3. Des images qui valorisent une grande calandre et un bouclier avant très facetté. Sur les flancs dont le traitement reste relativement sobre, des poignées de portes affleurantes, à l'image de celle des BMW Série 2 Active Tourer et du petit frère BMW X1 font logiquement leur apparition et optimisent l'aérodynamisme. La poupe du futur BMW X3 sera caractérisée par d'imposants feu s'étirant très largement sur le hayon

lequel proposera une ouverture avec un seuil très abaissé. Pour l'habitacle, le BMW X3 2024 fera la part belle au digital, nos chasseurs de scoop ont déjà débusqué sa planche de bord partiellement démasquée. Au beau milieu des bâches et des commandes d'arrêt d'urgence une double dalle panoramique est clairement visible (voir notre galerie photos). Un agencement qui, à défaut d'être totalement original, assure parfaitement la filiation avec le mobilier des grands frères BMW iX et BMW XM.

Sous le capot, le BMW X3 capitalisera toujours sur des motorisations thermiques électrifiées, à plus ou moins haute dose, et sur le 100% électrique BMW iX3.

Faut-il être accro ou chauffeur pour acheter une grande berline en 2023 ?

Longues et pas toujours des plus habitables, les grandes routières ont-elles encore de l'intérêt à une époque où les SUV cumulent les avantages pratiques dans un format plus compact ? Éléments de réponses après une séance au volant de la toute dernière BMW Série 5. 5,06 mètres, c'était à peu de choses près la longueur de la précédente génération de BMW Série 7. C'est aujourd'hui la longueur... de sa petite sœur BMW Série 5. La tendance



depuis quelques années veut que tout véhicule doit grandir, s'élargir et prendre du volume à chaque changement de génération pour s'affirmer. L'un des rares exemples qui contredit la règle est la Peugeot 508, qui est passée de 4,83 à 4,76 mètres sur le modèle actuel. Pour le reste, c'est la cure d'hormones de croissance. La BMW Série 5 que nous avons passée au crible ne déroge donc pas à la règle. Mais avec un tel gabarit, nous nous attendions forcément à passer un moment agréable à l'avant comme à l'arrière. Et cela n'a pas été totalement le cas. Explications.

Formidable routière...

Notre BMW série 5 520d xDrive bardée d'options (jantes 20 pouces, affichage tête haute, pack technologique complet à bord...) re-

vendique un généreux empattement tutoyant à quelques centimètres les trois mètres de longueur. Mais BMW respecte les codes de la maison qui veulent qu'une voiture doit procurer du plaisir de conduite. Avant toute chose. Et c'est presque un problème sur cette Série 5 à vocation, on le rappelle, familiale. Sur le ressenti au volant, la mission est parfaitement accomplie. Les 400 Nm sembleraient presque "limites" sur le papier au regard des 1905 kg à vide (1928 kg selon nos mesures) de la géante bavaroise, mais ils suffisent finalement à la propulser à 100 km/h en 7,3 secondes, relances soutenues à l'appui. Le tout dans un confort de conduite ouaté, sublimé par une position de conduite idéale et une bonne tenue de cap. La direction est quant à elle particulièrement précise... même si elle fait l'impasse sur les roues arrière directrices (uni-

quement sur 550e xDrive pour les thermiques). L'amortissement jongle subtilement entre absorption des nids de poule et autres aspérités tout en maintenant une assiette horizontale en toute circonstance. L'équilibre presque idéal (proche des 50/50 par essieu selon nos relevés) n'y est pas étranger. Le beurre et l'argent du beurre. Et cerise sur le gâteau, le quatre cylindres se montre raisonnable sur la boisson, assurant une autonomie de 1000 km sans abuser de l'éco-conduite. Tout simplement impressionnant sur une auto aussi lourde. La preuve, avec nos mesures réalisées sur notre piste d'essais privés. Le comble est peut-être d'avoir une berline de plus de 5 mètres de long qui montre ses limites en matière d'habitabilité. Je suis probablement un mauvais exemple avec 190 cm de hauteur, mais en ayant une position de conduite assez "proche" du volant, je me retrouve à manquer un peu d'espace derrière la place du conducteur réglée à ma sauce. Les jambes touchent le dossier épais du siège avant tandis que la crinière effleure gentiment le pavillon. La place centrale hérite quant à elle d'un énorme tunnel de transmission et l'assise, plus haute, me contraint à baisser la tête. Des adultes plus petits n'auront évidemment aucun mal à se sentir à l'aise, mais pour un véhicule si long, le compromis ne devrait pas exister.

Vous avez perdu 6 mois de fichiers sur Google Drive ? Vous n'êtes pas seuls

Le service de stockage cloud de Google semble rencontrer quelques problèmes en ce moment. De nombreux clients se plaignant d'avoir perdu 6 mois ou plus de données. C'est une situation peu enviable qu'ont rencontrée plusieurs utilisateurs et utilisatrices de Google Drive. Dans un fil de discussion ouvert sur les forums de l'entreprise, plusieurs internautes se plaignent d'avoir perdu des données stockées sur le cloud de l'entreprise, sans vraiment d'explications. Plusieurs mois de travail, de fichiers et de rangement semblent avoir été effacés dans certains cas.

Pas de réponse officielle pour le moment

Un message posté le 22 novembre par un internaute sud-coréen explique en effet que son Drive « est revenu à l'état qu'il avait en mai 2023 » et qu'aucune des données enregistrées depuis ne semble accessible. Les fichiers ne semblent pas avoir été supprimés manuellement puisque même la corbeille est en quelque sorte « remontée dans le temps » et ne contient aucun des fichiers créés depuis 6 mois.

D'autres internautes ont fait état du même problème, certains se plaignant d'avoir perdu 5 mois de travail, d'autres, carrément 8 mois. En parcourant les fils de discussions, aucune explication technique ne semble expliquer cette soudaine perte de données. Google n'a pas encore publié de réponse officielle à ce sujet, préférant répondre au cas par cas lors de plainte au SAV.

Un message de l'entreprise partagé par l'une des victimes du bug précises tout de même que « ce problème est actuellement examiné par nos ingénieurs et nous attendons une analyse plus complète pour savoir comment nous pouvons y remédier. » Dans le même message, l'entreprise conseille également de « ne pas opérer de changements dans le dossier racine » de Drive avant d'avoir un retour des ingénieurs travaillant sur la question.

La règle du 3, 2, 1

Si Google n'a pas offert de solution pour le moment, il faut espérer que l'entreprise ait gardé des sauvegardes de ces fichiers quelque part. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des données semblent abruptement disparaître des serveurs de Google. En 2011 déjà, des milliers d'utilisateurs et d'utilisatrices de Gmail avaient perdu, temporairement, une partie de leurs messages et de leurs contacts. L'affaire rappelle l'importance d'avoir toujours plusieurs copies de ses données. La règle d'or en termes de sauvegarde est simple : 3 copies des données, sur au moins 2 supports différents dont l'un est stocké hors de chez vous. Et si vous cherchez un logiciel pour sauvegarder efficacement vos données, n'hésitez pas à consulter notre article dédié.

POUR UNE SÉRIE DE SCIENCE-FICTION

Netflix s'est fait plumer de 55 millions de dollars

Engagé par Netflix pour chapeauter une série de science-fiction ambitieuse, le réalisateur Carl Erik Rinsch (47 Ronin) a finalement eu d'autres projets avec l'argent fourni par le service de streaming.

Netflix voulait sa série façon West-world. Tout ce qu'elle a finalement obtenu, c'est un trou de 55 millions de dollars dans ses caisses. Elle doit ce débordement à Carl Erik Rinsch, réalisateur américain dont le seul fait d'armes est d'avoir réalisé l'échec (critique et box-office) 47 Ronin avec Keanu Reeves en 2013. The New York Times nous raconte cette étrange histoire qui a commencé fin 2018...

Appétit dévorant et confiance aveugle

À cette période, différentes plateformes se battent pour obtenir le projet de série de science-fiction centrée sur des androïdes, alors à l'état de script non terminé. C'est finalement Netflix, notamment face à Amazon, qui remportera les enchères. Elle fournira non seulement le budget de 44 millions de dollars au réalisateur quasi inconnu, mais aussi une totale liberté de création et de dépense.

Mais ce qui s'appelait à l'origine « White Horse » (en référence au premier Cavalier de l'Apocalypse), puis finalement « Conquest », ne verra jamais le jour. Malgré le fait d'avoir lancé le tournage de la série, pas le moindre des douze épisodes prévus ne sera complétés.

Un réalisateur, beaucoup de problèmes

La première cause semble avoir été le comportement problématique de Carl Erik Rinsch sur les plateaux. Des mauvais traitements des équipes (de l'énervement, des insultes, des cris...) sont remontés jusqu'aux oreilles de Netflix, tandis qu'après plusieurs jours sans dormir le réalisateur aurait accusé sa femme, Gabriela Rosés Bentancor, de comploter contre lui pour le faire assassiner... Durant leur divorce qui suivra, cette



dernière évoquera également des cas d'objets jetés à son encontre et des coups de poing dans les murs.

Pour sa défense, le réalisateur a déclaré avoir été diagnostiqué et être traité pour autisme et déficit de l'attention. Sa femme et des membres de l'équipe de « Conquest » se sont d'ailleurs inquiétés de sa consommation de médicaments, pouvant générer de forts effets secondaires.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. En 2020, une fois le tournage terminé, Carl Erik Rinsch demandera une rallonge à Netflix (faisant passer le budget de 44 à 55 millions de dollars). Il utilisera une vaste majorité de cette somme pour investir dans des placements risqués en Bourse. Des SMS et emails feront également état de ses théories étranges concernant le Covid-19, tandis que dans les mois suivants il parlera à son ex-femme de sa capacité à pré-

dire les éruptions volcaniques et la foudre, entre autres propos... étonnants.

Mais revenons à la série. Il s'avérera que le réalisateur investira également 4 millions de dollars du budget en cryptomonnaies (Dogecoin). En 2021, cet investissement lui rapportera 27 millions de dollars, qu'il investira à hauteur d'environ 8 millions de dollars dans six voitures de luxe, une montre et des vêtements de luxe. Dans une déposition durant son houleux divorce, il déclarera que ces achats étaient destinés à la série. Netflix a sans surprise contesté et annulé la série. La firme est aujourd'hui engagée dans une procédure d'arbitrage avec l'homme, qui accuse la société de lui devoir au moins 14 millions de dollars pour rupture de contrat. Depuis, Carl Erik Rinsch a contesté l'article du New York Times avant même sa publication, puis a disparu des réseaux sociaux.

GALAXY S24

Samsung veut faire de ses futurs téléphones des brutes de l'IA

L'intelligence artificielle est à la mode et Samsung ne veut pas louer le coche. Un faisceau d'indices montre que les prochains mobiles Galaxy haut de gamme viendront concurrencer Google sur ce point. Alors que les torrents de téléphones qui arrivent sur le marché tous les ans n'apportent plus de ruptures technologiques majeures, Samsung veut faire de ses futurs Galaxy S24 des as de l'intelligence artificielle pour espérer capturer l'intérêt (et le porte-monnaie) du grand public. Le constructeur coréen vient de faire une demande pour déposer la marque « AI Phone » et « AI Smartphone », en vue du lancement des Galaxy S24, S24+ et S24 Ultra.

Samsung veut bousculer les Pixel de Google

Comme l'explique le média néerlandais GalaxyClub, ce dépôt de marque a été effectué en Corée du Sud, terre natale de Samsung. S'il n'est pas certain que le

constructeur obtienne la primeur de cette appellation (qui reste très générale), cela donne au moins une idée de l'axe de communication sur lequel veut insister Samsung lors de la commercialisation de ses futurs mobiles ultras haut de gamme. Les mobiles, qui devraient être officiellement annoncés le 17 janvier 2024, mettront donc le paquet sur l'intelligence artificielle, probablement pour aller titiller Google et ses Pixel 8. Ce n'est pas exactement une surprise puisqu'on sait qu'au moins une version des S24 embarquera la puce Qualcomm Snapdragon 8 Gen 3, particulièrement taillés pour l'IA.

De l'IA de la puce au micro

Mais ce n'est pas tout. Début novembre, le constructeur dévoilait également sa propre IA générative lors d'un événement en Corée du Sud. Nommé Samsung Gauss, en hommage au mathématicien Carl Friedrich Gauss, la machine de Samsung a pour but d'aller se frotter à ChatGPT,



Google Bard et les autres IA du secteur. Capable de traduire des discours à la volée, de générer des images ou de produire du code, l'IA de Samsung devrait arriver dans les Galaxy S24 sous le surnom de « Galaxy AI ». Pour le constructeur, ce modèle de langage « transformera l'expérience mobile quotidienne » grâce à une intégration poussée au sein de son OS mobile. Reste

à voir si ces fonctionnalités seront belles et bien disponibles dans nos contrées. Si l'expérience Bixby, du nom de cet assistant virtuel aujourd'hui largement abandonné par Samsung, nous a appris quelque chose, c'est que le mastodonte sud-coréen n'est pas toujours très appliqué quand il s'agit d'adapter certaines de ses fonctionnalités au-delà de ses contrées natales.

Un milliard de dinars affectés au logement

Le ministre du Logement, de l'Urbanisme et de la Ville, Tarek Belaribi, a révélé qu'une enveloppe financière a été débloquée pour le lancement des programmes de logements, toutes formules confondues, en 2024. En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Beni-Abbès, le ministre a indiqué qu'un milliard de dinars a été alloué à la wilaya de Beni Abbas en 2023, afin d'entamer les programmes de logements. La wilaya bénéficiera, également, d'une autre enveloppe financière inscrite dans la loi de Finances pour l'année 2024 afin d'assurer le développement urbain de la wilaya et de ses communes.

PRÉSIDENTCE DE LA RÉPUBLIQUE

Le chef de l'Etat reçoit le nouveau SG du FLN

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le nouveau Secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), M. Abdelkrim Benmbarek, à la demande de ce dernier, indique un communiqué de la Présidence de la République.

CONSEIL DE LA NATION : Adoption des deux textes de loi relatifs à la presse écrite et électronique et à l'activité audiovisuelle

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, mardi, les deux textes de loi relatifs à la presse écrite et électronique et à l'activité audiovisuelle, lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil. La séance de vote s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Mohamed Laagab et des membres du gouvernement. Les deux textes de loi détaillent les dispositions de la loi organique relative à l'information. Ils se distinguent par une démarche claire et franche visant à consacrer les principes de liberté d'expression conformément à la Constitution et aux engagements du président de la République. Ils visent à pallier les lacunes constatées dans les lois régissant le secteur en vue de mettre en place un système médiatique solide, de promouvoir le professionnalisme, de garantir les droits de toutes les parties prenantes, tout en adaptant l'exercice de cette activité aux dispositions de l'article 54 de la Constitution.

ENERGIES RENOUVELABLES

L'Afrique peut multiplier ses capacités solaires par 100 d'ici 2050

Par R E/Agence

Le rapport souligne que le gaz naturel devrait continuer à jouer un rôle important dans le mix énergétique africain à court et à moyen terme, en fournissant des capacités flexibles à mesure que les énergies renouvelables se développeront et que le stockage par batterie deviendra plus rentable. Le continent africain pourrait multiplier ses capacités solaires et éoliennes par 100 et par 35 respectivement d'ici 2050 si les progrès technologiques réalisés dans le domaine des énergies propres se poursuivent au rythme actuel et si des mesures politiques sont prises pour soutenir la transition énergétique, selon un rapport publié le 17 octobre par le cabinet de conseil McKinsey & Compagny. Intitulé « Green energy in Africa presents significant investment opportunities », le rapport se base sur des modélisations reposant sur le scénario de transition énergétique mondiale des « engagements réalisés » (Achieved Commitments scenario). Ce scénario élaboré par McKinsey & Compagny s'appuie sur une hypothèse selon laquelle les pays développés tiendraient leurs engagements en faveur du climat et de zéro émission nette d'ici la moitié du siècle, alors que les autres pays les suivraient à un rythme plus lent. Ces efforts devraient également être assortis

d'une intensification des innovations technologiques capables de réduire le coût des énergies propres, et de la mise en œuvre de politiques publiques et de mesures réglementaires destinées à accélérer la transition vers une économie bas carbone à l'échelle mondiale. Le rapport rappelle que les capacités solaires installées en Afrique sont actuellement de l'ordre 15 gigawatts (GW) alors les capacités éoliennes se limitent à 12 GW, en raison notamment de la faiblesse des investissements dans les énergies renouvelables malgré l'énorme potentiel du continent dans ces deux segments. L'hydroélectricité devrait croître à un rythme moins important durant les prochaines décennies sur le continent. Les capacités hydroélectriques, qui s'élèvent à 45 GW actuellement, devraient se multiplier par quatre d'ici 2050. Richement dotés en ressources éoliennes et solaires, les pays africains du nord et du sud-ouest du continent devraient également devenir des acteurs importants dans le domaine de la production d'hydrogène vert destiné à la consommation locale et à l'exportation vers d'autres régions du monde. D'ici la moitié du siècle ces pays parmi lesquels figurent la Mauritanie, le Maroc, l'Egypte et la Namibie pourraient produire entre 10 et 18 millions de tonnes d'hydrogène décarboné pour répondre à la consommation sur le continent et environ 40 millions de

tonnes pour répondre à la demande mondiale, qui devrait se multiplier par sept à ce même horizon.

Des besoins en investissements estimés à 2906 milliards \$

Dans le cadre de ce scénario, les modélisations de McKinsey & Compagny montrent que les énergies renouvelables pourraient représenter respectivement 65% et 95% des capacités électriques installées en 2035 et en 2050. Une telle évolution permettrait de réduire l'intensité carbone du secteur énergétique en Afrique de 45 % d'ici 2050. Le gaz naturel devrait cependant continuer à jouer un rôle important dans le mix énergétique africain à court et à moyen terme, en fournissant des capacités flexibles à mesure que les énergies renouvelables se développeront et que le stockage par batterie deviendra plus rentable. La demande en Afrique de ce combustible fossile moins polluant que le pétrole et le charbon, devrait augmenter de 3 % par en moyenne par an jusqu'en 2030, avant de diminuer progressivement par la suite. Dans le même temps, les centrales à charbon devraient être largement mises hors service au cours des dix prochaines années, tandis que les capacités électriques issues des centrales alimentées au pétrole diminueraient au fil du temps.

SUISSE-ITALIE

Accord Eni-OpenEP pour le transit de gaz en cas d'urgence

Le groupe italien des hydrocarbures Eni et le groupe suisse Open Energy Platform (OpenEP) ont conclu un accord visant à garantir l'acheminement du gaz vers la Suisse et l'Italie, notamment en cas de perturbations ou de réductions importantes des flux de gaz en provenance d'Allemagne. L'accord vise à garantir "l'utilisation

efficace" de l'infrastructure de transport suisse Transitgas concernant "les flux de gaz de la France vers l'Italie via la Suisse et la sécurité de l'approvisionnement en gaz de la Suisse", a annoncé Eni mardi dans un communiqué. OpenEP est le principal fournisseur de services d'approvisionnement en gaz naturel pour les distributeurs d'énergie en

Suisse. L'accord entre en vigueur le 2 décembre et sera valable jusqu'au 30 septembre 2024. Pendant la durée de cet accord, "les autorités suisses ne prendront aucune mesure restrictive sur les droits détenus par Eni sur les capacités de transport de gaz à travers la Suisse", précise le groupe italien. L'accord reflète "l'engagement à

renforcer la coopération entre l'Italie et la Suisse", conformément à une "déclaration commune sur la sécurité énergétique" signée en juillet par les deux pays. Eni indique poursuivre son "plan de consolidation des approvisionnements en gaz en réponse à la crise énergétique causée par la situation internationale difficile".

EN RAISON DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

1 500 milliards de dollars de pertes !

Le changement climatique est responsable de la perte de milliers de milliards de dollars chaque année pour les économies mondiales, les pays les moins développés subissant l'immense majorité du fardeau, relève mardi une étude, quelques jours avant l'ouverture de la COP28 à Dubaï. Selon cette étude conduite par l'université du Delaware, rien que sur 2022, à l'échelle mondiale, le changement climatique a entraîné une perte de 6,3% du PIB pondéré en fonction de la population.

Ce chiffre prend en compte aussi bien les conséquences directes du changement climatique (sur l'agriculture, l'énergie ou encore la productivité des pays) mais aussi les retombées internationales et les pertes en matière d'investissements potentiels. Le pourcentage non-pondéré de la richesse mondiale perdue est de 1,8%, soit environ 1.500 milliards de dollars. "La différence entre ces deux chiffres reflète la répartition inégale des impacts, qui se concentrent dans les pays à faible revenu et les régions tropicales, généralement

plus peuplées et moins bien dotées en PIB", expliquent les auteurs du rapport dans un communiqué. En effet, les pays les moins avancés sont exposés à une perte moyenne de PIB de 8,3%, pondérée en fonction de la population. L'Asie du Sud-Est et l'Afrique australe sont particulièrement touchées, avec des pertes de respectivement 14,1% et 11,2%. A l'inverse, certains pays développés, notamment en Europe du nord, ont vu leur PIB augmenter. Mais cela pourrait prochainement s'inverser, aversit l'étude, qui paraît deux jours avant le

début de la 28e édition de la COP (conférences des parties) qui réunit du 30 novembre au 12 décembre les membres signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'un des enjeux majeurs qui y seront discutés est l'adoption d'un cadre pour le nouveau fonds des Nations unies destiné à aider les nations les plus pauvres à affronter les conséquences du changement climatique, comme cela a été décidé lors de la COP27.

R E.

